

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142 Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Salut de notre Parti (*Boris Souvarine*). — Réponse à une Déclaration. — Pour et Contre le Front Unique : Discours de Renoult ; Discours de Frossard. — Thèse sur la Tactique.

Le Travail politique dans l'Armée Rouge (*S. Goussiev*). — Les Intellectuels bourgeois et la Révolution prolétarienne russe (*G. Stieklou*). — Bibliothèque Communiste.

Le Salut de notre Parti

LES Congrès locaux se succèdent, préparant le Congrès national. Les motions « Frossard-Souvarine » sont généralement votées à de fortes majorités. L'issue du Congrès n'est pas douteuse : les motions présentées, en commun par les deux tendances principales du Parti, le centre et la gauche, selon le vœu de l'Internationale, prévaudront à une très forte majorité.

Mais la question n'est plus là. Le Parti sait maintenant, au prix d'expériences coûteuses, qu'il n'a rien fait quand il a voté des motions. Les motions sont quelque chose, mais elles ne sont pas tout : l'application est essentielle.

Comment les motions du Congrès de Paris seront-elles mises en vigueur ? Auront-elles le sort des résolutions de Tours et de Marseille ? Pour que les décisions du Parti passent de la théorie à la pratique, le Congrès aura-t-il le courage d'envisager les moyens d'assurer la réalisation de ses volontés ? Telles sont les questions posées de tous côtés par les militants de la gauche, par les révolutionnaires les plus clairvoyants, les plus sérieux, les plus actifs.

Il faut regarder bien en face la situation dont les traits se dessinent et se précisent à mesure qu'approche le Congrès. Il faut que les points de vue s'affirment clairement en prévision des solutions qui s'offrent au Parti pour résoudre sa crise. La gauche ne craint pas d'afficher ses responsabilités : que chacun prenne les siennes.

Les motions du centre et de la gauche seront votées par le Congrès à une forte majorité. Ce résultat sera obtenu contre les diverses tendances opposées aux méthodes d'organisation et d'action de l'Internationale, contre les tendances dites Renoult, Rappoport, Verfeuil et Heine, qui sauront d'ailleurs se coaliser au moment opportun. Ce résultat sera obtenu aussi malgré les efforts de ces hommes du centre qui, ayant signé ces motions, les déconsidèrent et contrecarrent leur succès.

L'Union du centre et de la gauche, sincèrement réalisée par celle-ci et par les représentants les plus qualifiés de celui-là, est sabotée par des éléments qui n'ont souscrit à cette union qu'à contre-cœur. Comme avant Tours, il se trouve de pseudo-partisans de la majorité communiste qui ne se joignent à celle-ci que pour sauvegarder leur situation politique et sont hantés du souci de désagréger cette majorité, de la paralyser dans son action.

Actuellement, il est clair pour tous que plusieurs signataires des motions « Frossard-Souvarine » sont en réalité favorables aux motions « Dondicol-Renoult ». Pourquoi n'ont-ils pas signé celles-ci, qui répondent à leurs vues ? Parce qu'ils savent que le Congrès ne leur donnerait pas raison et qu'ils n'aiment pas appartenir à la minorité.

Ces procédés sont peut-être de grands hommes politiques, mais la gauche ne les admet pas, et le Parti ne les supportera pas davan-

tage. L'heure de ces habiletés est passée. Une organisation révolutionnaire ne peut servir de terrain à des manœuvres parlementaires. Elle exige des réponses catégoriques à des questions franchement posées.

La crise du Parti a posé des questions auxquelles les motions « Frossard-Souvarine » répondent. C'est la politique de l'Internationale Communiste, donc de la gauche, qui est formulée dans ces motions. C'est la politique défendue depuis Tours par la gauche, et par la gauche seule, qui discerne les causes de la crise et apporte les remèdes. C'est la politique de la gauche qui s'exprime dans les motions que le Congrès votera demain.

A cette politique de la gauche, des camarades du centre, de cette tendance qui hésite trop souvent et qui incline tantôt à droite, tantôt à gauche, se sont associés. S'ils l'ont fait, c'est que l'expérience de la direction du Parti, qui a été jusqu'à présent entre leurs mains, les a convaincus de la valeur de cette politique. Ils peuvent, comme nous-mêmes, mépriser les insinuations des vaincus de demain qui cherchent des mobiles inavouables à notre union. Les hommes qui ont failli perdre le Parti, qui ont tout fait pour le séparer de l'Internationale Communiste, sont guère qualifiés pour donner des leçons.

La gauche ne prétend pas, comme des brouillons l'affirment, monopoliser le communisme. Les faits prouvent qu'elle n'a rien négligé pour convaincre les réfractaires aux doctrines de la 3^e Internationale, pour les attirer dans le cercle sain qui formera dans l'avenir le Parti Communiste français. Ce n'est pas sa faute si des hommes en qui elle avait espéré trouver des révolutionnaires ne sont que des bayards agités, qui passent sous différents drapeaux dans le camp de nos adversaires. La gauche, lors du Congrès de Tours, a même espéré que les ralliés des derniers mois seraient capables de mener à bien la transformation du vieux parti en parti communiste. Elle s'est trompée parce qu'elle s'est trop effacée, parce qu'elle a laissé à d'autres le soin de faire sa politique.

A la veille d'un Congrès qui doit être un *nouveau Congrès de Tours avec des garanties*, c'est-à-dire une adhésion complète et consciente à l'Internationale Communiste suivie de mesures propres à rendre effective cette

adhésion, la gauche a le devoir de dire qu'elle ne renouvellera pas son erreur de Tours. Cela signifie qu'elle déclinera toute responsabilité dans la direction du Parti si le Congrès ne lui donne pas les moyens de faire sa politique, la politique de l'Internationale. Les moyens de faire cette politique, c'est la constitution d'organismes centraux correspondant par leur composition à cette politique, d'organismes formés d'hommes sincèrement résolus à conformer l'action du Parti aux engagements pris et ayant donné, par leur attitude passée, *des preuves* de leur désir de réaliser cette politique.

Si le Parti, attaché à des réputations surfaites, sensible à des camaraderies de mauvais aloi, inclinait à renouveler sa confiance à des hommes qui ne cessent de s'en montrer indignes, le Parti pourrait être considéré comme perdu en tant que grand parti communiste. Le Parti ne résisterait pas à une nouvelle année de direction incohérente. La gauche entend le lui dire nettement, et espère lui faire comprendre que son salut est dans la formation de cadres vraiment communistes pour réaliser l'organisation et la tactique vraiment communistes dont les grandes lignes sont tracées dans les motions « Frossard-Souvarine ».

Boris SOUVARINE.

VIENT DE PARAÎTRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

ENTRE L'IMPÉRIALISME ET LA RÉVOLUTION

LES QUESTIONS FONDAMENTALES
DE LA RÉVOLUTION À LA LUMIÈRE
DE L'EXPÉRIENCE GÉORGIENNE

PAR LÉON TROTSKY

UN VOLUME FRANCO : 5 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

Réponse à une Déclaration

Les militants soussignés ont lu avec une grande surprise, dans l'*Humanité* du 24 septembre, une *Déclaration* faite par des camarades qui s'étaient librement et publiquement associés à eux pour défendre devant le Parti une même politique.

Ils avaient cru que la présentation au Congrès de résolutions signées en commun par le centre et la gauche liait les signataires d'une solidarité complète. Ils s'étaient donnés de toutes leurs forces à la propagande en faveur de ces résolutions exprimant les idées du communisme international et assurant le salut du parti en danger.

Tout à coup, une *Déclaration* apparaît qui jette le doute et le trouble dans les esprits. Elle est pleine d'allusions, de réticences et aussi de contradictions. On cherche en vain son objet. On ne voit que trop ses conséquences.

Elle repousse la « classification arbitraire » en tendances, sans dire que cette classification est celle de l'Internationale communiste qui n'apprécie pas à la légère. Elle attend de « l'action seule » une véritable classification, comme si le communisme n'avait pas de définitions, comme si l'action communiste était possible avant la formation d'un vrai Parti communiste, comme si l'argument n'était pas celui de tous ceux qui contestent aux communistes le droit de se considérer comme les plus clairvoyants révolutionnaires.

La *Déclaration* du centre confond dans une même condamnation les désaccords d'ordre tactique et ceux d'ordre personnel. C'est là une grande méconnaissance de l'importance de la tactique, que la gauche n'assimilera jamais aux considérations de personnes. Quant aux allusions à des « froissements d'amour-propre et des conflits d'ambition », à des militants qui se servent du Parti au lieu de le servir, la gauche, interprétant certainement l'opinion de la grande majorité du Parti, demande instamment qu'elles soient éclaircies. Il importe au plus haut point que les questions d'amour-propre et d'ambition soient impitoyablement éliminées du Parti : le centre, qui en aperçoit, a le devoir de les dénoncer ouvertement, en pleine clarté, en renonçant à des sous-entendus qui ne servent pas la cause communiste.

La gauche attend avec impatience les précisions qu'elle demande aux signataires de la *Déclaration* du centre, — dans l'intérêt du Parti qui les attend comme elle. Il apparaît aussi très nécessaire que les signataires des résolutions appelées par le Comité Directeur « Frossard-Souvarine » disent s'ils ont vraiment signé ces résolutions, ou s'ils se réservent — en dépit de leurs engagements — de

n'en retenir que les « lignes essentielles » comme « base aux discussions ». Le Parti a besoin de savoir qui approuve et qui combat les résolutions qui lui sont soumises.

Le fait que la *Déclaration* du centre circule comme une motion de politique générale opposée à celle du centre et de la gauche réunis, avec l'intervention de signataires de celle-ci en faveur de celle-là ; la publication par Marcel Cachin, l'un des principaux signataires des résolutions « Frossard-Souvarine » d'un article les combattant ; la campagne menée par Paul Louis contre une résolution de politique syndicale semblable par le fond, sinon dans la forme, à celle que le Comité Directeur a unanimement adoptée, mais uniquement entachée de son origine de gauche, — ces faits et d'autres encore témoigneraient assez des contradictions du centre si la *Déclaration* de celui-ci, à elle seule, n'y suffisait pas.

Les militants de la gauche soussignés, résolus à tenir, quant à eux, les engagements contractés en commun, poursuivront sans réticence leur campagne pour faire prévaloir les motions répondant aux conceptions de l'Internationale communiste. Rien ne les détournera de cette tâche.

Ont signé :

BORIS-SOUVARINE, délégué du Parti à l'Exécutif.

Louise BODIN, Marthe BIGOT, BOUTHONNIER, Lucie COLLIARD, Amédée DU-NOIS, Maurice LAPORTE, Gabriel PERI, TOMMASI, Albert TREINT, VAILLANT-COUTURIER, du Comité Directeur.

CLAMAMUS, René REYNAUD, du Conseil d'administration de l'*Humanité*.

ALVERGNAT, Rosa BLANCHET, CAT, citoyenne CODER, DEMUSSOIS, DIONNET, GAILLARD, Suzanne GIRAULT, GRANDIN, ILBERT, SALLES, WALTER, du Comité Fédéral.

BERLIOZ (Côte-d'Or) ; Citoyenne BLUTEAU, BOLLANGIER (13^e), BOUCHEZ (Boulogne - Billancourt), BOYET (3^e), BROUSSE (2^e), BRUNEL (Nanterre), BRUYERE (15^e), BUNET (Pantin), CARLIER (Bouches-du-Rhône), CREMÉT (Loire-Inférieure), DAVID (Seine-et-Oise), DELAGRANGE (Dordogne), DELSOL (2^e), Marcel FOURRIER (2^e), L. GELIS (Cantal), GODONNECHE (18^e), Alix GUILLAIN (9^e), Marius HONEL (Levallois), Marcel HONEL (Levallois), HOUPLAIN (13^e), JEGOU (13^e), JUSTINART (3^e), LUGA (Saint-Ouen), MADRANGE (4^e), Marcel MARTINET (20^e), MERCIER (9^e), MEUNIER (Neuilly), MOREAU (5^e), MOZKOVSKI (Pyrénées-Orientales), POZOT (18^e), RADI (3^e), RAME (Vaucluse), A. ROSMER (20^e), SARROTTE (18^e), STEINBERG (19^e), Marcel THOMAS (11^e), GUY TOURETTE (9^e), René VIRAULT (9^e), WALTER (3^e).

Pour et Contre le Front Unique

Le Comité fédéral de la Seine a eu l'heureuse idée d'instituer, devant une assemblée des militants de la Fédération, un débat sur le front unique. Deux orateurs contre la tactique de l'Internationale (Renoult et Dondical) et deux orateurs pour (Frossard et Souvarine) ont pris

la parole. Nous publions ici la sténographie des discours prononcés dans l'ordre chronologique. Le manque de place nous contraint de ne publier cette fois que les deux premiers. Dans le prochain numéro, nous publierons les discours de Souvarine et de Dondical.

Discours de Renoult

Daniel RENOULT. — Camarades, je me suis prêté, pour ma part, bien volontiers à l'expérience qu'a tentée votre Comité fédéral en réunissant avant le congrès de la fédération une grande assemblée à laquelle ont été conviés tous les communistes de la Seine pour étudier les questions du congrès.

Je ne crois pas, à l'heure qu'il est, qu'en ce qui concerne la connaissance même de la question et l'information proprement dite, il y ait beaucoup de faits nouveaux à apporter. Je crois même plutôt qu'il y a un peu de lassitude dans nos sections en ce qui concerne la question qui va encore faire l'objet de débats devant nos congrès fédéraux et devant notre congrès national. Mais je pense qu'une explication loyale, franche, sans réticence, mais courtoise, entre les camarades qui, par le jeu des circonstances, sont en ce moment-ci particulièrement au courant des directives à prendre pour le premier congrès, je pense qu'une discussion comme celle-ci, qu'un échange de vues comme celui-ci peut en effet avoir des conséquences utiles.

Cela dit, camarades, j'entre tout de suite dans le vif du sujet.

Nous sommes appelés ce soir à parler devant vous — les camarades Dondicol, Souvarine, Frossard et moi — de la question du front unique. J'ai le devoir, étant signataire de l'une des motions en présence, de vous exposer, ou plutôt de vous rappeler brièvement, car certainement vous le connaissez déjà, notre point de vue.

Comment posons-nous la question en ce qui concerne le problème du front unique? Nous disons : si par tactique du front unique, vous entendez qu'il est nécessaire de proclamer toujours le principe de l'unité de classe du prolétariat et d'y faire constamment appel dans l'action ; si, par front unique, vous voulez dire que les communistes doivent toujours avoir en vue l'intérêt général du prolétariat et le mettre au-dessus de tout, eh bien ! camarades, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de divergences sérieuses entre les communistes. Qui pourrait être communiste s'il se refusait à dire que la lutte révolutionnaire ne peut être que le résultat de la mise en action de l'unité prolétarienne? Quel est le communiste qui pourrait se refuser à dire qu'il faut mettre constamment au-dessus de toutes autres considérations l'intérêt général du prolétariat?

Camarades, nous avons tous voté les thèses du troisième congrès de l'Internationale Communiste qui s'est tenue l'année dernière. Vous savez en quoi, d'une manière générale, consistaient ces thèses.

Alors que nous voyions que malheureusement il existait une diminution dans l'effort révolutionnaire, alors que nous constatons une certaine passivité des masses dont les espérances conçues tout à la fin de la guerre ont été trompées, nous étions convaincus qu'il était absolument nécessaire, pour remuer ces

masses, pour les entraîner, pour ainsi dire, malgré elles à l'action, de nous adresser à ce qu'il y a de plus sensible en elles, à leurs intérêts immédiats, aux questions qui touchent à leur vie, à leurs conditions de travail, de salaires, d'habitation, etc., le troisième congrès de l'Internationale a lancé ce mot d'ordre : « Allez aux masses, et, pour soulever les masses, utilisez comme des leviers, des moyens d'action puissants, les revendications immédiates les plus grandes du prolétariat. »

Eh bien ! camarades, nous avons tous souscrit à ces thèses, et lorsque la délégation française, qui avait voté unanimement les thèses du troisième congrès, est revenue en France, il ne s'est pas trouvé parmi nous une voix discordante ; il ne s'est pas trouvé parmi nous un seul camarade pour dire à nos délégués : « Vous avez mal agi », et pour les critiquer. Par conséquent, à ce point de vue, aucune espèce de difficulté. D'autre part, camarades, nous constatons, parce qu'il faut le faire, parce qu'il ne serait pas loyal de ne pas le faire, que l'appel à l'unité d'action du prolétariat est plus que jamais nécessaire. En effet, depuis le troisième congrès mondial, depuis un an, nous avons vu se développer, particulièrement dans notre pays, mais aussi dans tous les pays du monde, l'offensive patronale contre les ouvriers. Et il est certain que cette offensive patronale a poussé les travailleurs à agir pour défendre leurs intérêts les plus immédiats et que, par conséquent, elle les incite à se grouper, à unir leurs forces pour opposer une puissance de résistance plus grande et plus considérable.

Nous reconnaissons donc parfaitement que l'offensive patronale, qui devient de plus en plus générale, propage à travers les masses le sentiment qui tend à rechercher l'unification des forces prolétariennes dans la résistance à cette offensive. Mais il s'agit de savoir quels sont les moyens les plus propres à assurer ce qui est le but commun de tous les communistes. Et alors se pose la question de savoir comment il faut s'y prendre pour donner aux thèses du troisième congrès sur l'offensive des revendications immédiates de la classe ouvrière le maximum d'application.

Nous sommes obligés de constater qu'il n'est pas vrai que le meilleur moyen de mettre en action la force vitale du prolétariat, ce soit, pour les organisations révolutionnaires et en particulier pour les organisations communistes, de s'adresser aux organisations réformistes. Prenons un exemple : la grève du Havre. Quel est le spectacle que cet événement nous donne? Au début, nous constatons l'existence, au Havre, d'un petit syndicat unitaire contenant une très faible minorité de travailleurs métallurgistes qui sont, dans le grand conflit que vous savez, engagés depuis déjà cent jours. Ce syndicat unitaire contenait environ deux cents membres. Il n'y a pas à côté de syndicat réformiste. Et, lorsque la grève a été déclenchée, nous avons vu tout d'abord dix mille grévistes de la cor-

poration. Par conséquent, que s'est-il passé? Il s'est passé ce fait que ce n'est pas par un rapprochement entre diverses organisations se réclamant toutes du prolétariat que l'unanimité de ce prolétariat a pu être mise en action; c'est au contraire par la nécessité même de l'action et en passant par-dessus les divisions possibles des organisations existantes, que les travailleurs se sont mis en grève.

Si, maintenant, nous cherchons à faire quelques observations en ce qui concerne la dernière grève générale de vingt-quatre heures, à quelles considérations aboutissons-nous? Nous voyons que c'est un syndicat autonome, le syndicat des chauffeurs de taxis, qui a donné l'exemple et qui a mieux marché que les organisations adhérentes à la C. G. T. U., et, d'autre part, que plusieurs des organisations réformistes appartenant à la C. G. T. de la rue Lafayette, ont fait leurs plus grands efforts pour que la grève échoue. Il est arrivé cependant qu'un certain nombre de syndiqués porteurs de la carte orange sont venus faire pointer leur carte dans les permanences de grève. Ne concluons donc de ceci que ce qu'il faut. Etant donné l'état d'esprit de la masse amorphe, il faut avant tout frapper cette masse; il faut avant tout exercer sur elle, sur son imagination, sur ses passions, l'influence la plus forte pour l'entraîner à l'action. Nous disons par conséquent que c'est par une attitude très nette, par une attitude énergique, ardente, nettement révolutionnaire, que l'on peut exercer cette action et mener le prolétariat à la bataille. Et nous disons que cette action ne peut être menée en aucune manière par des organisations dont nous savons qu'elles sont dirigées par des hommes qui sont traîtres à la classe ouvrière, qui l'ont été hier, qui le sont aujourd'hui, qui le seront demain, mais que c'est seulement par l'action du Parti Communiste et de la C. G. T. U. que nous pourrions arriver à un résultat. (Applaudissements.)

Nous disons, dans la motion que nous avons soumise aux délibérations du Parti, que l'application des mots d'ordre du troisième congrès pour la mise en valeur des revendications immédiates de la classe ouvrière, pour l'utilisation des buts concrets que les conditions même de la vie imposent aux travailleurs, a donné partout les meilleurs résultats, et cela est absolument indiscutable.

Mais nous constatons d'autre part que, chaque fois que les organisations révolutionnaires ont voulu s'adresser, pour une action quelconque, aux états-majors des organisations réformistes, ces initiatives n'ont donné aucun résultat.

Tout dernièrement, au moment de la grève générale dont je vous parlais, nos camarades de la Fédération Postale Unitaire ont cru bon de s'adresser directement, par une démarche spéciale, à l'organisation de la rue Lafayette. Je ne les blâme pas de l'avoir fait. Je constate seulement qu'ils se sont heurtés à un refus pur et simple; et lorsque, tout dernièrement encore, nos camarades de la Fédération Unitaire du Sous-Sol ont, pour des raisons excellentes, — pour la défense des huit heures, — adressé une lettre que vous avez dû voir dans notre presse communiste, au citoyen Bartuel, dirigeant de l'organisation réformiste, vous savez quelle réponse dédaigneuse leur a été faite. On leur a répondu purement et simplement que, s'ils voulaient l'unité de front, ils n'avaient qu'à rentrer dans les vieux syndicats de la rue Lafayette.

Je prends seulement ces deux exemples parce que je ne veux pas allonger le débat. Mais si vous voulez rechercher dans les événements du même ordre, vous verrez que le même résultat a été partout atteint. Nous reconnaissons qu'il faut mettre au-dessus de tout l'intérêt général du prolétariat, qu'il faut faire toujours et en toute occasion appel à l'unité de classe. Nous ne blâmons pas — je viens de le dire moi-même — les organisations qui, dans des moments donnés, croient bon de faire appel à d'autres organisations, soit pour les démasquer, soit pour essayer d'obtenir véritablement un secours effectif. Mais nous disons qu'il y aurait un plus grand intérêt à agir d'une façon systématique par le moyen de la tractation avec les chefs, bien que l'expérience nous démontre que pratiquement cette situation n'aboutit à aucun résultat. Comme je vous le disais tout à l'heure, nous devons nous efforcer de hausser toujours la température révolutionnaire du prolétariat; ce qu'il faut, c'est agir

sur la classe ouvrière, d'accord avec le syndicalisme révolutionnaire, d'accord avec la C. G. T. U., pour, précisément, chaque fois qu'une occasion nous en est donnée, agir fortement sur la masse et l'entraîner vers nous. Plus les travailleurs qui souffrent, et même ceux qui n'ont pas encore une conscience assez nette de leurs intérêts de classe pour se syndiquer et entrer dans les rangs du Parti Communiste, plus ces travailleurs, les sans-parti, les inorganisés de la classe ouvrière, sentiront que le Parti Communiste est un parti de révolution sociale qui ne transige jamais sur ses principes et porte toujours de la façon la plus fière son drapeau révolutionnaire, plus ils sentiront cela d'une façon instinctive et plus, lorsque les possibilités d'action viendront, ils se rangeront tout naturellement derrière nous.

C'est ce qui s'est passé, je vous l'ai montré par quelques exemples, dans des circonstances récentes; si nous continuons dans la même tactique, cela se reproduira de plus en plus.

Voilà donc comment, au point de vue syndical, au point de vue de l'action économique purement ouvrière, nous posons la question. Nous croyons que ce serait nous affaiblir que de considérer que nous devons en toute occasion, à tout propos et hors de propos, nous occuper de ce que font ces Messieurs de la rue Lafayette; nous devons au contraire démontrer par l'action que c'est du côté du syndicalisme révolutionnaire, du côté du communisme qu'est la force nécessaire pour entraîner les masses.

Si le front unique ne se présentait seulement que sous cette figure de l'action économique, de l'action sur le champ de travail, il n'y aurait pas eu au sein de notre Parti national et au sein de l'Internationale les discussions qui se sont produites depuis déjà de longs mois.

C'est surtout en ce qui concerne l'application politique de la tactique du front unique que les difficultés sont très grandes. Oui, pour la défense des intérêts ouvriers, sur le champ du travail, de l'atelier, de l'usine, même si l'un appartient à la rue Lafayette, l'autre aux syndicats de la rue Grange-aux-Belles, la chose est facile, toute naturelle. Mais lorsqu'il s'agit au contraire de rapprocher, d'une manière quelconque, un communiste d'un dissident, première ou deuxième cuvée, pour faire un travail politique, un travail électoral, c'est tout différent.

C'est en ce qui concerne l'application de la tactique du front unique sur le terrain politique, électoral, parlementaire, gouvernemental, que nous voyons les difficultés les plus grandes. Et, camarades, je tiens à vous signaler un fait.

Dès que, par suite du changement d'attitude politique de certains de nos camarades, une majorité composite, se déclarant partisan du front unique, s'est constituée au sein du Comité Directeur du Parti, nous avons vu immédiatement surgir certaines préoccupations qui, depuis Tours, ne paraissaient pas être dans l'esprit de la plupart de nos camarades. Nous avons vu, en particulier, dans une thèse écrite par Souvarine et contresignée par Frossard, sur la question du front unique, insérer un paragraphe relatif au désistement plus ou moins ambigu des communistes en faveur des dissidents au deuxième tour de scrutin. Vous avez tous lu ce passage. Néanmoins, pour la clarté des débats, je vous demande la permission de vous le relire :

« Dans le cas d'un second tour de scrutin, quand « la défaite du bloc national et du bloc des gauches « peut être assurée par un socialiste avec l'appoint « des communistes, le Comité Directeur du Parti, appré- « ciant les conditions données, décidera de l'attitude « des communistes en s'inspirant de la résolution du « congrès sur le front unique. Cela signifie qu'en prin- « cipe, le Parti Communiste joindra ses voix au second « tour à celles du socialiste, à la condition que celui-ci « ait rompu avec le bloc des gauches, tout en se gar- « rant d'aucune tractation semblable à un échange de « service... »

Je me demande pourquoi — et certainement il y a dans le parti beaucoup de camarades qui se le demandent avec moi — pourquoi on a cru qu'il était nécessaire d'introduire un pareil usage dans cette résolution du front unique? Allons-nous bientôt aller aux

élections ? A des élections comprenant un deuxième tour de scrutin ? Non, pas que je sache. Les seules élections — sauf quelques élections partielles — qui paraissent à l'horizon, ce sont celles de 1924. Elles doivent avoir lieu, comme vous le savez, si le système électoral n'est pas changé, au scrutin de liste, avec une représentation proportionnelle plus ou moins frelatée.

Pourquoi a-t-on jugé nécessaire, indispensable, d'introduire aujourd'hui, alors qu'il n'y a, encore une fois, aucun intérêt immédiat à le faire, cette prescription électorale, cette affirmation qu'en principe, un candidat communiste doit se désister pour le socialiste dissident ? Qu'a-t-on voulu faire ? A-t-on voulu, en vue des élections prochaines, poser je ne sais quel jalon et, dès maintenant, séparer dans le Parti ceux qui sont particulièrement intransigeants sur la question électorale et ceux qui, au contraire, regardent avec une certaine bonhomie les frères ennemis du parti dissident ? Ou bien a-t-on voulu tout simplement — et ce serait peut-être l'explication — parce qu'un certain camarade, individuellement, a pris, il y a un an ou un peu plus, une position personnelle sur cette question, peut-être a-t-on voulu lui donner, par le vote d'une pareille motion, une satisfaction personnelle ?

En tout cas, ce que l'on vous propose de voter dans la motion Souvarine, c'est le reniement de ce qui a toujours été la tradition du Parti et non seulement de notre Parti Communiste, depuis qu'il est constitué à Tours, mais même du vieux Parti socialiste.

L'année dernière, sur cette question, je passais pour un modéré parce que je défendais la thèse qui a été votée à Marseille et qui, confirmant la vieille motion de Châlons, votée en 1905 par le Parti Socialiste, déclarait que le parti des ouvriers n'a pas de devoirs spéciaux envers un autre parti, mais que, évidemment, la situation peut être examinée selon les conditions locales dans les différentes fédérations. Voilà la thèse que j'ai soutenue et celle que vous soutenez, camarades de la Fédération de la Seine, dans votre grande majorité. C'était celle de notre camarade Heine qu'appuyait d'ailleurs aussi notre charmant et un peu versatile camarade Soutif. (Applaudissements.)

Cette thèse fut votée dans la Fédération de la Seine ; une thèse en faveur du maintien obligatoire de tous les candidats communistes à tous les tours de scrutin, même s'ils obtenaient au premier tour un chiffre de voix insignifiant, a été votée dans votre congrès fédéral avant Marseille, par vous-mêmes, à une forte majorité.

Je voudrais, s'il y a des camarades de la Fédération de la Seine qui ont voté cette thèse, qu'ils viennent à cette tribune pour exposer les raisons pour lesquelles ils auraient changé d'attitude.

Je me permettrais de rappeler un souvenir déjà un peu ancien à Frossard qui a contresigné cette motion.

Frossard doit se souvenir de sa première intervention aux congrès du Parti ; c'était en 1914, à Amiens, sur la question électorale. Notre camarade Frossard parla. Son intervention fit une grande impression sur le congrès. Néanmoins, il sembla tout d'abord que sa conclusion n'était pas très claire ; alors, ce fut notre camarade Jaurès, vivement intéressé par le développement de Frossard, ce fut Jaurès qui, s'adressant à Frossard, lui dit : « Je vous en prie, camarade... Vous avez parfaitement exposé le problème électoral sous ses différents aspects, mais précisez la conclusion que vous soutenez devant nous. Quelle est l'attitude que vous préconisez pour le Parti ? »

Alors, Frossard a répondu très loyalement : « Je suis contre toute décision qui mettrait en quelque sorte le Parti Socialiste, le parti de la classe ouvrière, à la remorque d'un autre parti, et je vous demande le maintien pur et simple de la motion de Châlons. » (Applaudissements.)

Voilà un souvenir que je me permets de rappeler. Frossard me dit : « Oui. » Eh bien ! je lui demande de réfléchir sur ce point, et puisque je parle avant lui, puisqu'il me répondra, de bien vouloir nous dire si sa décision définitive est prise à cet égard et s'il croit que véritablement ce passage relatif au désistement en faveur des dissidents, alors qu'aucune élection n'est en vue, doit rester dans une motion qui risquerait d'être votée par le Parti.

D'ailleurs, je ne suis pas le seul à avoir été ému par ce passage de la thèse présentée par le camarade

Souvarine et contresignée par le camarade Frossard. Vous avez vu, dans les comptes rendus des congrès fédéraux, qu'un grand nombre de fédérations ont voté la motion Frossard-Souvarine, sur le front unique, mais avec réserves, et, si je suis bien renseigné, presque partout, dans les différentes fédérations, c'est sur cette question-là que les réserves sont formulées, parce que les camarades, encore une fois, ne peuvent pas comprendre quels motifs sérieux ont poussé à insérer un pareil paragraphe dans la motion présentée au congrès du Parti.

Je ne veux pas insister longtemps sur les considérations que l'on pourrait présenter en ce qui concerne l'utilisation du front unique au point de vue politique. Je vous l'ai dit tout à l'heure : en ce qui concerne l'intérêt général du prolétariat, en ce qui concerne la lutte des ouvriers, nous nous montrons, mes amis et moi, on ne peut plus conciliants, et nous sommes certains qu'il serait parfaitement possible, au quatrième congrès, aux camarades au nom desquels je parle en ce moment-ci, de se mettre d'accord avec l'Exécutif. Mais nous considérons que l'application politique du front unique, dans un pays comme la France, n'a que peu de signification et même qu'elle présente beaucoup de dangers.

Je sais bien que l'on fait miroiter devant nous le mirage des élections cantonales et qu'on nous dit : « Mais les dissidents que nous considérons comme si faibles, ils ont recueilli, au scrutin de clocher, pour les élections cantonales et au conseil d'arrondissement, beaucoup de voix ; ils ont donc des troupes derrière eux. » Je dis que c'est un mirage parce que cela ne démontre nullement qu'il y ait en réalité des forces politiques sérieuses derrière ce parti. Les radicaux aussi ont beaucoup d'électeurs ; ils en ont même beaucoup plus que les dissidents et il est même incontestable que, dans un grand nombre de circonscriptions, il y a aussi des forces prolétariennes derrière les radicaux. Mais quel est celui qui s'intéresse de savoir si M. Durafour ou M. Dalbiez ne sont pas aussi avancés que MM. Boncour ou Renaudel ? Ils s'adressent exactement au même public et je crois que, sans aucune espèce d'injustice, nous pouvons dire qu'ils méritent d'être mis dans le même sac. Le Parti Communiste doit avoir avant tout des préoccupations extra-électorales, il doit considérer les élections, ainsi qu'il l'a proclamé dans la charte de Tours, comme un moyen d'action et de propagande, mais il ne doit pas se préoccuper de combinaisons électorales comme les autres partis. C'est pourquoi, encore une fois, si nous sommes disposés, je le répète, en ce qui concerne l'application du front unique au point de vue ouvrier, au point de vue syndical, au point de vue de l'organisation de lutte la plus puissante de la classe ouvrière, tous, à faire toutes les concessions possibles en ce qui concerne cette tractation politique, nous entendons, en ce qui concerne ces combinaisons électorales, nous montrer tout à fait intransigeants. (Applaudissements.)

Camarades, quelques mots maintenant sur le gouvernement ouvrier.

Le gouvernement ouvrier apparaît sous deux formes bien distinctes, selon qu'on le considère comme devant être basé sur les organisations ouvrières particulières, sur les conseils d'ouvriers constitués un peu partout dans les usines, dans les ateliers, sur les chantiers de toute espèce, ou au contraire si on le considère purement et simplement comme une combinaison politique devant s'effectuer dans le cadre parlementaire bourgeois.

En Allemagne, si j'interprète bien les paroles et les écrits des camarades Dalheim et Thaleimer, on affirme qu'il faut considérer le gouvernement ouvrier comme devant être basé sur les conseils, sur les organisations ouvrières, les organisations politiques contribuant dans tous les corps de métier.

S'il en est ainsi si le gouvernement ouvrier doit avoir pour base les conseils ouvriers, il est évident qu'il apparaît purement et simplement comme le prodrome de la révolution sociale et, par conséquent, c'est simplement une question de tactique qui peut se poser à cet égard et peut varier selon les conditions des différents pays.

On peut se dire que la constitution de ce gouvernement ouvrier, avant la prise révolutionnaire du pouvoir elle-même, peut avoir dans certains cas des avan-

tages de tactique ; on peut considérer aussi que, dans d'autres cas, elle ne servirait qu'à retarder la prise du pouvoir par le prolétariat et que c'est à l'action révolutionnaire directe qu'il faut avoir recours sans délai. Mais, encore une fois, ce n'est là qu'une question de tactique révolutionnaire d'ordre très précis et que le gouvernement ouvrier devra être ce que nos camarades Dalheim et Thaleimer disent qu'il doit être : assurément, à cet égard, il ne pourrait y avoir aucune espèce de difficulté entre nous.

Mais lorsqu'on contraire on nous lance le mot d'ordre pour la constitution d'un gouvernement Blum-Frossard, dans un pays où nous savons qu'il n'existe pas trace de conseils d'ouvriers, où nous savons d'autre part qu'il ne peut assurément dépendre d'un vote de congrès de les faire surgir, nous avons naturellement le droit de nous montrer inquiets, de nous montrer étonnés et de dire que le fait de lancer un pareil mot d'ordre dans une classe ouvrière, comme la classe ouvrière française, qui n'est pas préparée et qui a été tellement déçue par les combinaisons gouvernementales et parlementaires qui se sont succédées depuis vingt ans, un pareil mot d'ordre, lancé dans de telles conditions, comporte des périls extrêmes.

Au dernier Conseil national d'Aubervilliers, notre camarade Frossard, aux applaudissements de tous les assistants, je puis le dire, s'est écrié : « S'il s'agit de changer Poincaré pour Cachin, cela ne nous intéresse pas ! » Il parlait à ce moment du gouvernement ouvrier. Eh bien ! je dis que la formule de notre camarade Frossard est une formule étrange que, pour ma part, je ne prendrais pas la responsabilité d'employer.

Notre camarade Frossard prenait les deux extrêmes : d'un côté, l'homme le plus justement détesté et méprisé de toute la bourgeoisie : Poincaré-la-Guerre ; de l'autre côté, il dressait l'un des hommes le plus justement aimé par les ouvriers de France : notre camarade Marcel Cachin, et il disait : « Changer l'un pour l'autre, cela n'a pas de signification, pas de sens, pas de valeur, si cela doit être fait dans le cadre bourgeois. » On ne pouvait pas employer une formule plus forte pour souligner l'opposition toute naturelle qui se manifestait contre un mot d'ordre aussi difficilement compréhensible. Je ne doute pas un seul instant que, personnellement, notre camarade Frossard soit aussi hostile à un gouvernement Blum-Frossard qu'il s'est montré hostile au gouvernement Poincaré-Cachin.

Donc, sur cette question du gouvernement ouvrier comme sur les différentes applications politiques du front unique, nous sommes obligés de faire les plus extrêmes réserves. Je passe rapidement sur les points essentiels et vous pouvez constater que ce que nous nous efforçons de faire, mes amis et moi, ce n'est pas une critique négative de la théorie du front unique. Nous ne demandons pas, nous n'avons jamais demandé que les thèses relatives au front unique soient supprimées, détruites, jetées au panier en quelque sorte ; jamais une pareille pensée n'a été la nôtre, et moins que jamais, à l'heure actuelle, pour toutes les décisions prises par l'Exécutif au cours de cette année, moins que jamais nous n'avons une pareille pensée. Ce que nous voulons, c'est marquer les difficultés d'application qui se manifestent, c'est marquer les dangers, les inconvénients certains de la tactique proposée et, grâce au vote que nous demandons au Parti français d'émettre sur cette question, de parvenir à exercer une influence qui nous paraît encore utile, sur les décisions du quatrième congrès qui va se tenir dans quelques semaines à Moscou, en vue d'obtenir non pas la suppression des thèses relatives au front unique, mais leur révision, et, si possible, sur certains points, leur correction.

Voilà quel est le point de vue que nous défendons. Et quel est-il, ce point de vue que nous nous proposons de faire valoir devant tout le parti ? Est-ce que c'est l'opinion individuelle du camarade Dondicol, ou du camarade Auclair, ou du camarade Renault ? Non. C'est l'opinion de la majorité du Parti. C'est l'opinion qui a triomphé au congrès de Marseille... (Applaudissements.) C'est l'opinion qui a triomphé à l'ensemble des congrès fédéraux, c'est l'opinion qui a triomphé enfin au Conseil national d'Aubervilliers, il y a quelques mois à peine, et je me permets d'ajouter que c'est l'opinion du camarade Frossard... celle qu'il défendait encore ces tout derniers temps.

Je me suis permis de dire déjà, devant une assemblée aussi nombreuse que celle-ci, que ce que nous faisons actuellement, c'est la politique de Frossard sans Frossard. Camarades, lorsque je dis ces choses, pensez bien que ce n'est pas sans une véritable tristesse.

Je conserve pour mon ami Frossard toute la sympathie qui nous unit depuis de longues années déjà. Mais j'avoue que je suis véritablement peiné quand je vois l'attitude politique qu'il prend vis-à-vis de ses vieux camarades, de ses vieux compagnons de combat, depuis quelques semaines.

Je sais quels sont les arguments qu'invoque notre camarade Frossard. Je sais qu'il dit : « J'ai voulu avant tout me soumettre aux décisions de l'Internationale. » Oui, je comprends parfaitement la valeur d'un argument pareil. Seulement, j'ai bien le droit de dire à mon ami Frossard : ces décisions de l'Internationale, elles ne datent pas d'hier ; tu les connaissais, Frossard, lorsque, d'accord avec nous, à notre tête, nous entraînant, hier, tu avais pris une certaine attitude politique. Tu les connaissais, ces décisions de l'Internationale lors de l'assemblée des secrétaires fédéraux où tu prononças un discours véhément et particulièrement décisif sur la question du front unique. Tu les connaissais, lorsque je suis revenu de Moscou, ayant, avec les faibles moyens dont je disposais, défendu de mon mieux, devant l'Exécutif, la décision du Parti français. J'ai bien le droit de dire que certains camarades, qui sont devenus maintenant les protagonistes de la tactique du front unique dans toutes ses applications, allaient dire que je m'étais montré là-bas peut-être trop conciliant vis-à-vis de nos camarades de Moscou. (Applaudissements.)

Et alors, nous sommes obligés, nous qui avons continué la politique que nous avons menée pendant de longs mois avec la majorité du Parti et avec le camarade Frossard, nous sommes obligés de nous expliquer enfin et de dire ces choses, non pas dans un but de critique personnelle, mais parce que nous avons besoin de nous justifier.

Les camarades qui sont dans cette salle et qui semblent m'écouter dans un silence et avec une attention dont je les remercie, savent qu'il y a quelques semaines, au congrès fédéral, mes amis et moi nous avons été attaqués par des camarades qui nous ont dit : « Vous êtes des adversaires, vous êtes des ennemis de l'Internationale. » Camarade Frossard, tu sais bien que cela est faux ; tu sais bien que, chaque fois qu'entre nous nous avons abordé ces questions, j'ai toujours dit qu'il fallait faire l'impossible pour que le danger même d'une rupture entre l'Exécutif et nous, entre l'Internationale et nous, ne puisse se produire. Tu sais bien que j'ai toujours eu cette préoccupation de rester, quoi qu'il arrive, tout en maintenant avec la dignité nécessaire le point de vue du Parti français, de rester fidèle à l'Internationale communiste. (Applaudissements.)

C'est pour cela qu'étant en butte aux attaques que vous savez, camarades, nous sommes obligés de faire le rappel de certaine solidarité de combat qui, malheureusement, et pour un temps que j'espère court, d'ailleurs, n'existe plus.

Vous sentez bien que ce sont ces questions qui vont malgré tout dominer les débats qui vont se produire. Je dois vous dire qu'au cours des discussions relatives aux textes dont vous êtes maintenant saisis, les camarades et moi, nous avons eu toujours le désir de maintenir cette vieille solidarité et en particulier de continuer à agir parfaitement d'accord avec le secrétaire général de notre Parti. Je demande pourquoi la collaboration a été rompue, pourquoi, lorsque nous sommes venus, apportant des textes qui sont devant vous et dont personne ne peut dire que ce sont des textes violents, dont il est évident que ce sont des textes de conciliation extrêmement modérés, pourquoi cette collaboration n'a pas continué. Pourquoi avons-nous vu notre camarade Frossard, au lieu d'accepter, comme base de discussion, les textes de conciliation que nous lui avions apportés, pourquoi l'avons-nous vu au contraire donner son approbation à des motions de combat telles que, par exemple, celle qui a été rédigée par notre camarade Souvarine sous le titre de *Politique générale du Parti*, et qui, en réalité,

n'est qu'un long factum dirigé contre toute la politique du Parti, contre toute la direction du Parti, depuis le congrès de Tours, un factum, par conséquent, dont j'ai bien le droit de m'étonner que notre camarade Frossard y ait apporté sa signature.

Lorsque je dis cela, ce n'est pas seulement mon sentiment que je manifeste. Ce n'est pas seulement le sentiment des camarades avec lesquels je marche en ce moment. Vous savez bien qu'il y a eu ces jours derniers une manifestation politique importante. Vous savez bien que les amis du camarade Frossard ont considéré que, véritablement, ils devaient, dans une certaine mesure, dégager leurs responsabilités, et c'est pour dégager leurs responsabilités — car sans cela leur acte n'aurait aucune signification — qu'ils ont signé une déclaration qui a été publiée dans *l'Humanité*. Il suffit de la lire et de la mettre en regard de la motion dite de Politique générale présentée par notre camarade Souvarine pour voir que les deux textes sont en complète contradiction et qu'il y a opposition absolue dans la manière de présenter les choses. (*Applaudissements.*)

Camarades, encore une fois, ce n'est pas une appréciation personnelle que j'apporte ici. Hier, j'ai lu dans le *Bulletin de la Presse Communiste* un article de Cachin, faisant les plus extrêmes réserves sur les termes de la motion de Politique générale présentée par le camarade Souvarine. Cachin dit qu'il considère qu'il y a dans ce texte des attaques beaucoup trop sévères et parfaitement injustifiées, dirigées contre ce

qui a été la politique du Parti depuis le congrès de Tours.

Vous me permettez de rendre ici un hommage à des hommes comme Cachin, Paul Louis, Gourdeaux, à tous ceux qui, aux côtés de Frossard, dans le groupement qu'il a pris la responsabilité de constituer, s'efforcent de travailler véritablement pour l'unité communiste, l'unité révolutionnaire du Parti. Je me permets de leur rendre hommage et de leur dire que nous considérons, mes amis et moi, qu'en résistant à certaines influences, à l'heure actuelle, ils rendent à leur parti le service le plus éminent. (*Applaudissements.*)

Ce que nous avons voulu, d'accord avec Frossard, c'est constituer un grand parti révolutionnaire, un parti vivant, populaire, sincèrement discipliné, dans l'Internationale, capable de traduire le sentiment ardent des masses en marche vers la Révolution.

Nous sommes toujours restés fidèles à cette conception. Je me permets en terminant de dire que, malgré les dissentiments actuels, j'espère que Frossard y est toujours fidèle et que ce n'est pas lui — qui a toujours parlé si éloquemment en faveur de ce grand rêve d'un parti révolutionnaire puissant en France — qui pourrait maintenant considérer comme devant être le but de notre action, non pas la constitution de ce grand parti, mais, au contraire, la restriction du parti que nous possédons à l'heure actuelle qui est insuffisant, malheureusement, en une petite secte diminuée, hargneuse, impuissante. (*Vifs applaudissements.*)

Discours de Frossard

FROSSARD. — En prenant place à cette tribune, je me rends compte que je me trouve dans une situation d'apparence délicate, et bien qu'il ne soit pas dans mon intention de transformer cette salle de la Bellevilloise en un confessionnal élargi, je n'hésite pas à en faire, dès l'abord, l'aveu le plus sincère. Je combattais hier le front unique, je le défends aujourd'hui. Entre les deux attitudes, il y a désaccord, contradiction. D'hier à aujourd'hui, changement brusque, revirement complet.

Pourquoi ? Pour quelles raisons ? Par quels arguments se justifie-t-il ? Et peut-être aussi par quels faits, tirés de l'expérience sociale d'une année ?

Si je voulais, je pourrais ajouter, allant au fond de la pensée de certains, que dans l'esprit fraternel de quelques-uns, peut-être a-t-il surgi cette pensée charitable que, dans ce renversement de situation, des raisons d'intérêt ont, en la circonstance, dominé les arguments et les faits. (*Dénégations.*)

Je serai net et sans détours.

En vérité, la question qui se pose ne me paraît pas être essentiellement de savoir pourquoi Frossard, hier adversaire du front unique, s'en déclare aujourd'hui le partisan. Ce n'est pas une question comme celle-là — misérable, après tout — qui doit dominer le débat actuel. (*Applaudissements.*)

Il se peut que je me sois trompé. Cela m'est arrivé déjà. Cela m'arrivera encore. (*Applaudissements.*) Quand je m'en aperçois, je le proclame. Je ne m'en trouve pas diminué pour autant.

Il se peut même que je ne me sois pas trompé, que mes raisons d'hier soient mes raisons d'aujourd'hui, et que je les fasse taire, dans le sentiment que j'ai des nécessités supérieures auxquelles doit se soumettre un parti. (*Applaudissements.*)

Et s'il fallait enfin fournir au parti des justifications personnelles décisives, j'ajouterais qu'à Moscou j'ai pris des engagements : je les tiens, c'est tout. (*Applaudissements.*)

UN CAMARADE. — Cela, c'est quelque chose !

AUCLAIR. — A la Fédération de la Seine, tu ne l'as pas dit !

FROSSARD. — Je ne voudrais pas passionner le débat. Mais tout de même notre ami Daniel Renault me permettra de lui répondre en toute franchise.

Il me semble que si je n'avais pas d'autre argument à invoquer pour ma défense, que celui du respect de la parole donnée à l'Internationale, il suffirait à éclairer ma ligne de conduite et à lui valoir l'estime des communistes. Il y a des moments, dans la vie d'un parti, où il faut savoir faire, quoi qu'il puisse en coûter à notre amour-propre, des sacrifices de points de vue. Le Parti les consent à l'Internationale. Comment un militant ne les accorderait-il pas à la fois au Parti et à l'Internationale ? J'ai le sentiment — partagé, je le sais, par Daniel Renault — que si, nous obstinant, nous arrivions à créer entre le Parti et l'Internationale un tel état de méfiance qu'une rupture puisse se produire, une telle situation, dont j'évoque l'hypothèse pour l'écarter, nous conduirait à des conséquences mortelles pour le mouvement révolutionnaire de notre pays, que même si l'expérience d'une année ne m'avait pas conduit à des rectifications, à des révisions, à des réajustements, après avoir vu, à l'Exécutif chargé de juin, la tactique du front unique confirmée par le vote de toutes les sections de l'Internationale à la seule exception de la section française, je ne me bercerais pas de l'illusion qu'il suffit d'un vote du Congrès national du Parti pour amener le 4^e Congrès mondial à renoncer à une tactique qui prend une place de jour en jour plus grande dans l'ensemble du mouvement ouvrier. La période des discussions est passée : celle des réalisations est ouverte. J'ai le sentiment que le vote du Congrès national ne peut pas avoir, sur la décision du Congrès mondial, une influence décisive. La question que je me pose — et je voudrais que Daniel Renault se la posât — est de savoir, en présence de ces constatations élémentaires, quelle est l'attitude qu'il convient de prendre si nous voulons élever notre Parti à la hauteur de ses responsabilités ?

Faut-il nous obstiner ? Essayer de dresser encore une fois notre Parti, chauffé à blanc, contre la tactique du front unique ? Et puis, quand nous aurons développé en lui un état d'esprit capable de le porter à une plus grande résistance contre les décisions — hors de doute dès maintenant — du 4^e Congrès mondial, quelle position prendrons-nous ? Nous dirons : « Eh bien ! soit ! Le Congrès a parlé. Inclignons-nous ! »

Ah ! camarades, dans quelles conditions nous inclinerions-nous, au lendemain de ce Congrès mondial dont nous sommes disposés dès à présent à enregistrer, à appliquer les décisions, si nous ne nous préparions pas dès maintenant à en rendre l'application aisée, comme le commandent les intérêts de notre Parti ? (Applaudissements.)

Je n'ai, quant à moi, ni à enregistrer, ni à renier la part que j'ai prise dans nos controverses de cette année sur la question du front unique. Lorsqu'elle est venue pour la première fois, lorsque pour la première fois il y a six mois elle a été jetée au travers de nos discussions, nous nous trouvions à moins d'un an de la scission socialiste, et la scission syndicale portait encore des blessures toutes fraîches et toutes vives. Appelés à examiner les thèses qui nous venaient ainsi brusquement, d'une manière si inattendue, de l'Exécutif, alors il y a tout de même quelque chose sur quoi nous nous sommes cependant trouvés tous d'accord immédiatement : Les uns et les autres, nous avons mis hors de question le principe même du front unique comme l'expression de toute la pensée socialiste depuis le Manifeste Communiste. Nous avons dit : « Le principe du front unique, nous le reconnaissons ; nous l'acceptons ; nous y sommes attachés ; ce que nous redoutons, ce sont certaines de ses applications. »

Nous n'avons pas contesté non plus — je me permets de le rappeler à Renoult — que si nous avions en mains un Parti Communiste sérieux, solide, discipliné, d'une éducation théorique suffisamment forte et d'un pouvoir d'action suffisamment exercé, il serait possible de limiter les dangers d'application du front unique et de tenter l'expérience.

Et lorsque nous nous sommes tournés vers l'Internationale, qu'est-ce que nous lui avons dit ? Nous lui avons dit : « C'est parce que nous sentons la faiblesse doctrinale de notre parti que nous redoutons pour lui l'application du front unique ; c'est parce que nous savons que dans notre Parti il y a encore de trop lourdes survivances de notre passé réformiste et parlementaire, que nous considérons l'épreuve du front unique comme une épreuve redoutable vers laquelle nous n'allons pas sans crainte. »

Nous ajoutions : « Il y a, à notre sens, deux arguments essentiels qui nous interdisent d'envisager l'application immédiate de la tactique du front unique dans notre pays : le premier, c'est que, dès l'instant où des consultations du suffrage universel sont en vue, les appétits semblent se débrider, les ambitions se donner libre carrière ; alors on est prêt à accepter un certain nombre de combinaisons que l'on repoussait dédaigneusement quand on n'avait pas la perspective de mandats à conquérir et de sièges à occuper ; et le front unique, si nous n'y prenions garde, dans un pays comme le nôtre, ce n'est pas dans l'action, l'action directe des masses qu'il se réalisera, mais dans les opérations électorales les plus dangereuses, les plus aléatoires, les plus incertaines. (Applaudissements sur quelques bancs.)

Je vais avoir la bonne fortune d'être applaudi tour à tour par les uns et par les autres...

AUCLAIR. — Parce que c'est ta pensée.

UN CAMARADE. — Ça ne changera pas !

FROSSARD. — Je ne ferai rien pour cela, et je demande seulement à poursuivre ma discussion en toute bonne foi.

Nous disions qu'après nous être dressés les uns contre les autres, souvent l'injure aux lèvres et la menace au poing, si on renouait des habitudes que la scission avait déchirées, nous pouvions craindre que cette unité d'action y aboutit vite à l'unité d'organisation.

Voilà ce que nous ne voulions pas : exposer notre jeune parti à ce péril, courir le danger de voir dans son sein, par l'unité d'action, l'unité d'organisation, conquérir à nouveau bon nombre d'esprits que nous avions amenés à notre communisme révolutionnaire.

Ces objections, je les rappelle précisément parce qu'elles vont me fournir la réponse que je dois à notre camarade Daniel Renoult qui nous reproche d'avoir fait place à des préoccupations de tactique électorale dans la résolution que j'ai signée avec mon complice et compagnon de chaîne Souvarine, — résolution dont je prends, quant à moi, l'entière et absolue responsa-

bilité devant le Parti et devant l'Internationale. (Applaudissements.)

Mais je veux reprendre tout de suite, pour aller au vif du débat, la seconde des objections que nous faisons à l'application du front unique en France.

Nous disions : « La tactique du front unique, si nous essayions de l'appliquer maintenant, risquerait de dresser contre nous les militants ouvriers de la nouvelle Confédération Générale du Travail. »

Nous ajoutions : « Puisque nous ne pouvons pas faire actuellement le front unique total, au moins ne compromettons pas la possibilité que nous avons de faire le front unique révolutionnaire. »

Eh bien, je me place tout de suite sur le terrain où Daniel Renoult a fait porter la première partie de sa discussion. Il a été impitoyable aux variations des autres. Qu'il me permette de lui dire que je ne suis pas sûr que le point de vue qu'il a défendu à cette tribune, qu'il avait déjà exprimé dimanche dernier dans un article de l'*Humanité*, soit le point de vue que nous lui avons entendu défendre avec apreté dans les assemblées précédentes du Parti...

DANIEL RENOULT. — Cite des textes.

FROSSARD. — Et il me serait aisé d'établir que Daniel Renoult ne s'oppose plus d'une façon brutale et absolue à toute la tactique du front unique. Il en accepte aujourd'hui l'application sur le terrain économique. Il n'y a plus entre nous qu'un seul désaccord qui porte sur la question de savoir si à propos de l'application du front unique on doit chercher à prévoir et à prévenir certains dangers que nous avons dénoncés ensemble. Au surplus, même ce désaccord tout momentané, tout fragmentaire, il ne convient pas de s'y attacher avec tant de vigueur, mon cher ami, puisqu'aussi bien tu as déclaré à cette tribune, confirmant d'ailleurs tes déclarations antérieures, qu'après le 4^e Congrès mondial tu t'inclineras loyalement ; de sorte que le désaccord qui subsiste entre nous, ce n'est pas un désaccord de principe, c'est un désaccord de semaines ! Nous disons : « Maintenant », et toi : « Au mois de novembre ! »

Renoult tire argument contre nous de certaines tentatives dont l'échec semble aller dans le sens de son opinion.

Il y a eu, en effet, des essais de front unique syndical : dernièrement, les postiers de la C. G. T. U. ont fait appel aux postiers de la rue Lafayette, — leur appel est resté sans réponse ; les mineurs de la C. G. T. U. se sont adressés aux mineurs de la rue Lafayette, — ils ont été écartés dédaigneusement.

Ces expériences — que Daniel Renoult d'ailleurs, devenu prudent, ne condamne pas — n'ont pas été décisives au sens de Daniel Renoult lui-même. Sans doute on a essayé d'organiser l'action commune et les réformistes s'y sont dérobés. Et Daniel Renoult triomphe contre nous et dit : c'est bien la preuve que pour faire le front unique, il faut être deux, et quand l'un des deux se dérobe, avec la meilleure volonté du monde, on n'y parvient pas.

C'est la preuve, mon cher Renoult, que la thèse de l'Internationale a été par toi partiellement exposée, car, en réalité, que veut l'Internationale ? Réaliser à tout prix l'action commune des réformistes et des révolutionnaires ? Si c'est possible, oui. Si ce n'est pas possible, le tenter quand même de façon à avoir devant le prolétariat le bénéfice de l'attitude d'unité de classe qu'on aura prise. (Applaudissements.)

De sorte que si le résultat premier que l'on se propose d'atteindre n'a pu être atteint, au moins le second résultat risque-t-il de l'être. On n'a pas entraîné dans l'action les réformistes ; peut-être aura-t-on au moins éclairé quelques réformistes sur la défection de leurs chefs. (Applaudissements.)

UN CAMARADE. — C'est très discutable, voilà !

FROSSARD. — Tout est discutable : la preuve, c'est que nous discutons.

Ce que je retiens des exemples cités par Renoult c'est que l'un des deux arguments-massue par lesquels nous prétendions, l'an passé, écarter le front unique, disparaît. Nous nous opposons au front unique sous prétexte que si nous le tentions, la C. G. T. de la rue de la Grange-aux-Belles se dresserait contre nous et l'unité du prolétariat révolutionnaire serait compromise. Il se trouve que c'est la C. G. T. U. qui, la première, a essayé de le faire. Elle entre, avant nous, dans la voie de l'application. Elle nous donne l'exemple.

PIERRETON. — Ce n'est pas vrai !

Daniel RENOULT. — C'est un syndicaliste qui te répond !

FROSSARD. — On peut m'objecter que les mineurs se défendent d'avoir tenté une opération de front unique. Quand on le leur affirme, ils paraissent extrêmement surpris et disent : Pas du tout ! Ils ne veulent pas que cela s'appelle « front unique ». Mais s'ils nous refusent le mot, ils nous donnent la chose. C'est ainsi que dans ce passé dont Renault évoquait quelques souvenirs, lorsqu'au congrès d'Amiens nous discutons sur la tactique électorale et qu'il s'agissait de savoir si pour abattre la réaction militariste les candidats socialistes apporteraient, au second tour de scrutin l'appoint de leurs suffrages aux candidats de gauche, nous nous heurtions, nous nous combattons, nous opposions nos points de vue. Des camarades disaient : « Bloc des gauches, jamais ! Désistement, tant qu'on voudra ! » Et Hervé leur répondait : C'est le mot « Bloc des gauches » qui vous effraie ? Baptisons cela « pomme de terre ! » Moi, je ne tiens pas non plus à l'expression de « front unique », le mot n'est rien, la chose seule importe.

Mais je vais plus loin que toi, Renault, parce que le front unique dans le domaine économique ne me suffit pas. Je considère que c'est un commencement, et que dans ce domaine, oui, il doit conduire de l'unité d'action à l'unité d'organisation. Je le proclame et lorsque j'aurai à ma disposition la plus haute tribune du Parti pour en avertir la classe ouvrière, je l'affirmerai à nouveau parce que je considère que c'est un devoir urgent de le faire. Autant je pense que dans le domaine politique il est possible et parfois nécessaire qu'il y ait plusieurs partis qui se réclament du prolétariat, autant je pense que là où la classe ouvrière est prise dans son effort même de production, il ne peut pas y avoir d'organisations rivales dressées les unes contre les autres. (Applaudissements.)

Là, pas seulement le front unique ; l'unité ! — avec les chefs s'ils le veulent, quitte à s'en débarrasser ensuite ; contre les chefs s'ils ne comprennent pas ; mais l'unité par-dessus tout.

Renault disait au début de son intervention : On a quelque lassitude dans nos sections à débattre ces questions. C'est vrai. Seulement, dans le même temps où nous nous apercevons de cette lassitude — parce que le Parti ressemble à des conseils fermés où l'on discute entre coupeurs de cheveux en quatre, étrangers à la vie — lorsque l'action sollicite directement la classe ouvrière, nos formules ne pèsent pas lourds et nos résistances ne comptent guère ; c'est la classe ouvrière qui aura été, une fois de plus, dans ce domaine comme dans tant d'autres, notre grande éducatrice, aux uns et aux autres. C'est la classe ouvrière qui nous entraîne malgré nous dans la voie de l'application du front unique. Vous ne vous obstinez plus beaucoup aujourd'hui ; moi, je me rends à l'évidence. Je marche avec la classe ouvrière sur le terrain où elle veut m'entraîner, quelles que soient mes répugnances et mes appréhensions personnelles. (Applaudissements.)

Maintenant que j'ai écarté une des objections essentielles à la tactique du front unique, maintenant qu'il est clair qu'en l'adoptant nous ne dresserons pas la partie la plus ardente du prolétariat français contre nous, le moment est venu de dire : il faut agir, et comment nous devons agir ? Ce que je n'ai pas trouvé dans le discours de Renault, c'est la contre-partie que j'attendais. Tu as bien dit ce qu'il ne fallait pas que nous fassions, mais tu n'as pas dit ce que tu nous proposais de faire. Or, il ne suffit pas de sans cesse répéter que nous devons être un parti d'action : il faut que, d'une façon pratique, méthodique, intelligente, nous disions à ce parti comment nous concevons l'action que nous désirons lui voir entreprendre, quelles en sont les grandes lignes et les modalités.

J'ai souvent répété cette formule que Renault reprend à son compte : agir, il faut agir. Je la considère aujourd'hui comme une formule insuffisante, et si je voulais analyser les raisons de la crise que traverse actuellement notre parti, je dirais que l'une de celles qui font que nous sommes un parti de médiocre influence politique et d'influence prolétarienne diminuée, c'est que nous nous sommes trop longtemps dispensés d'agir pour nous borner à répéter des formules destinées à nous couvrir d'un vernis superficiel d'intelligence révolutionnaire. (Applaudissements.)

Je veux examiner maintenant un autre aspect du débat et je sais que Daniel Renault m'attend à ce qu'il

considère comme le plus essentiel et le plus vulnérable de la motion à laquelle je me suis associé.

Nous avons, dans cette motion, paraît-il, cédé à des préoccupations électorales qui devraient être bannies de notre esprit. Daniel Renault, sur un ton presque comminatoire, nous a sommés de venir dire pour quelles raisons, dans la mesure où elles ne sont pas inavouables, nous avons éprouvé le besoin d'inscrire, dans notre résolution, les étranges dispositions relatives à la tactique électorale. Il nous a dit : D'élections, il n'y en a pas en perspective, et les élections de 1924 se feront au scrutin de liste à un seul tour de scrutin ; quel besoin aviez-vous donc dans une motion traitant du front unique, de prendre des mesures qui semblent révéler, au moins dans leur apparence, un goût singulier pour certaines combinaisons politiques ou électorales ? Il s'est demandé si nous avons voulu donner ce que nous ne savons pas quelle satisfaction personnelle à mon complice Souvarine qui, l'an dernier, avait préconisé, en effet, sous sa seule responsabilité, la tactique que nous faisons nôtre aujourd'hui.

Je veux rassurer Renault. Nous n'avons pas éprouvé le besoin de donner à Souvarine une telle satisfaction, un apaisement de cette sorte et si nous n'avions eu d'autre but, Renault peut me faire l'honneur de croire que la tactique électorale n'aurait pas retenu notre attention.

Nous nous sommes efforcés de prévenir le danger qui nous menace de rupture avec les masses prolétariennes et nous avons voulu, entrant dans la réalisation du front unique épargner à notre Parti les périls auxquels l'expose le passé de démocratie verbale de notre pays. Il est clair qu'il faut que nous prenions toutes les précautions pour que le front unique ne nous conduise pas à des expériences électorales funestes. Deux partis s'offraient à nous : aborder la difficulté en face, ou pratiquer à son égard la politique de l'autruche. Vois-tu, Renault, si nous n'avions pas parlé dans notre résolution de la tactique électorale, cette majorité « composite », si peu sûre, si surprenante et dont tu dénonces l'équivoque, serait singulièrement plus importante qu'elle ne le sera. Au fond, il convient de vous en réjouir car vous obtiendrez ainsi plus de mandats que vous n'en auriez recueilli si vous aviez été discrets sur ce point.

AUCLAIR. — Quest-ce que ça prouve ?

FROSSARD. — Je vous prie, pourquoi êtes-vous si hargneux ? Moi j'ai le sourire.

Prenez les choses telles qu'elles sont. Nous avons eu des élections cantonales. Que s'est-il passé ? Il s'est passé ceci : dans un plus grand nombre de départements, les attitudes des candidats ont fait parfois un contraste singulier avec les affirmations du parti et les décisions de ses congrès. Nous avons assisté à certains spectacles qui nous ont édifiés sur le degré de résistance des militants aux sollicitations électorales qui s'offrent à eux. Nous avons vu, dans les seconds tours de scrutin, des opérations parfois inquiétantes s'élaborer. Je ne les retiens pas autrement que pour dire qu'elles ont rendu plus évidente la nécessité pour le Parti de s'imposer une stricte discipline. Nous serons, je pense, d'accord pour souscrire à cette nécessité qu'appelle certains redressements du Parti.

Mais en dehors des combinaisons électorales auxquelles ont pu s'associer tels ou tels de nos candidats, qu'avons-nous constaté si, élevant le débat, nous envisageons la situation générale ?

Dans tout le pays, le désir certain des masses est de se débarrasser coûte que coûte du Bloc national et dans les seconds tours de scrutin, quelles qu'aient été les décisions du Parti, les électeurs communistes du premier tour ont fait bloc contre les candidats de la réaction militariste et capitaliste, considérée comme la réaction la plus abjecte.

Nous avons constaté cela, c'est un fait. Nos électeurs, laissés par nous sans direction, ont voté quand même, mais de l'attitude qu'ils ont prise, le Parti n'a pas eu, dans la mesure où cela était possible, le bénéfice moral. La question se pose donc de savoir si nous allons continuer à pratiquer cette politique à la petite semaine, cette politique sans clairvoyance et sans hardiesse, qui hésite à affronter les situations et à décider en conséquence. Au Bloc national, on oppose le Bloc des gauches. Entre le Bloc des gauches et le Bloc national, nous ne faisons pas de différence fondamentale du point de vue de notre critique communiste ; nous sommes d'accord, je pense, avec Renault, pour dire

que le Bloc des gauches est la forme la plus habile, non la moins dangereuse par conséquent, de la réaction politique et sociale dans notre pays.

Mais le Bloc des gauches est en train de se faire entre radicaux et socialistes. S'il aboutit, s'il est victorieux nous essaierons de n'y rien perdre ; mais s'il est possible peut-être de gêner sa formation, la classe ouvrière et le communisme s'en trouveront bien. Au Bloc des gauches nous opposons le Bloc ouvrier. C'est pourquoi nous disons : si nos candidats ne sont pas favorisés au premier tour, nous nous retirerons devant les candidats socialistes qui se seront déclarés adversaires du Bloc des gauches.

Quand nous déclarons cela, nous avons peut-être des raisons de le faire. Je sais bien que je vais paraître une fois de plus subtil, habile, mais comme mon habileté est corrigée par la brutalité de Souvarine, je ne m'en fais aucun scrupule.

Dans le Parti socialiste, il semble qu'il y ait une forte tendance vers le Bloc des Gauches, mais il est sûr que des résistances sérieuses se manifestent. Peut-être est-il possible d'accentuer ces résistances, si la politique du Bloc ouvrier se dresse en face de la politique d'entente des fractions de démocratie.

Y parviendrons-nous ? Cela dépend des conditions dans lesquelles nous dirigerons le Parti, demain. En tous les cas, je n'oublie pas le danger des combinaisons électorales contre lesquelles Renoult veut se prémunir. Qu'il me permette d'ajouter que notre résolution, sans aucune espèce d'exception ni de réserve, confirme cette motion Bracke, votée en 1919, qui exige des fédérations qu'elles aillent aux élections avec des listes composées exclusivement des membres du Parti et qu'elles mènent la bataille électorale sans aucune compromission avec aucun de nos adversaires. Ainsi, dans le même temps où nous essayons d'empêcher la bourgeoisie d'utiliser à son profit nos divisions, nous prenons les précautions utiles pour que le Parti ne soit pas entraîné à des compromis avec sa doctrine et, dès à présent, s'organise de façon à éviter le retour des surprises désagréables d'hier.

Voilà tout le secret de notre machiavélisme, Renoult, et je pense que tu ne déploreras plus que nous nous soyons permis d'introduire dans notre résolution sur le front unique des dispositions aussi « dangereuses », aussi « suspectes », aussi « équivoques ».

Je ne veux pas me livrer, comme on l'a fait, à une incursion dans le domaine qui n'est pas soumis ce soir à notre examen.

Je ne veux pas rechercher pour quelles raisons tels ou tels d'entre nous apportent des réserves à telle ou telle motion, au bas de laquelle leur signature figure avec la mienne. Renoult a, ce soir, tenté une opération politique de grande envergure et je sais bien qu'il a voulu, pour des buts de tactique de congrès qui sont parfaitement légitimes, opposer Cachin à Frossard et Frossard à Cachin. Je me permets de lui dire qu'il n'y réussira point. Il y a entre Cachin et moi une vieille solidarité qui ne se rompra pas encore cette fois-ci, et d'ailleurs ce n'est pas la question. Qu'importe ! Qu'importe que telle ou telle signature ait été donnée à telle ou telle motion ! Qu'importe que telle ou telle réserve ait été formulée ! La seule question qui domine tous les débats est celle de savoir comment nous entendons agir pour sortir de la crise que traverse le Parti.

Ce qui la rend particulièrement redoutable, c'est qu'elle n'est pas intérieure au Parti. Elle est une crise de confiance entre le Parti et l'Internationale elle-même. Il faut savoir choisir.

Si l'on veut que le Parti puisse reconquérir les forces perdues, si l'on veut que des effectifs nouveaux grossissent ses rangs, accroissent sa vigueur et sa combativité, si l'on veut tout cela, il faut que disparaisse l'état d'incertitude et de malaise qui préside aux rapports du Parti avec l'Internationale. Pour cela, donnons à l'Internationale, en faisant au besoin des sacrifices d'amour-propre, des sacrifices de méthode, des sacrifices de préférences personnelles, le sentiment que c'en est fini, qu'on ne va plus ruser avec ses décisions, que les décisions de l'Internationale seront la loi suprême pour le Parti comme pour tous les autres partis, que nous ne nous bornerons pas à en prendre acte, mais que nous nous en saisirons pour les réaliser honnêtement dans l'action quotidienne.

Si nous le comprenons, nous servirons le communisme révolutionnaire. Je ne prends certes pas mon

Parti d'être séparé de quelques-uns des hommes les plus proches de moi jusqu'ici, mais au-dessus des considérations si légitimes que nous pouvons faire valoir, les uns et les autres, quand nous évoquons nos souvenirs, nos amitiés, notre passé commun, il y a l'intérêt permanent de la révolution sociale, il y a l'intérêt supérieur du mouvement communiste international.

Il se peut que la résolution de politique générale que j'ai signée se retourne dans une certaine mesure contre la politique que j'ai faite ; il se peut qu'elle m'atteigne personnellement, comme Renoult l'affirme. Que m'importe ! Ce n'est pas seulement moi qui suis atteint, par ses critiques, c'est le Parti tout entier qui partage avec moi les responsabilités de direction et dont je ne suis que le mandataire. C'est le Parti tout entier qui doit avoir le courage de reconnaître l'insuffisance de son action. C'est le Parti tout entier qui doit reconnaître qu'il n'a pas été sans faiblesses, qu'il n'a pas été sans défaillances. C'est le Parti tout entier qui doit chercher dans l'examen du passé l'enseignement fécond qui assurera son avenir. Une critique impitoyable est la condition d'une direction ferme et éclairée.

Et puis, s'il est entendu que c'est moi seul qui suis blâmé dans la résolution de politique générale, tant pis ! J'accepte le blâme, quand même, parce qu'au-dessus de moi, il y a le Parti, qu'il faut sauver ! (Applaudissements), le Parti qui serait menacé dans son existence si nous n'étions pas capables, les uns et les autres, de lui sacrifier nos vanités, comme il convient à de certains moments, dans un grand parti d'avant-garde comme le nôtre.

Comment, nous en serions là ! Nous reconnaitrions la gravité de la situation dans laquelle nous nous débattons, nous en analyserions de la même façon les causes, nous serions d'accord sur les remèdes et nous consentirions à continuer de nous dresser les uns contre les autres, parce qu'il y a entre nous des violences de plume, des violences de tribune, parce que nous nous sommes méconnus, parce que nous nous sommes injuriés, parce que nous nous sommes brutalisés, parce que nous nous détournions des grands intérêts du prolétariat dont nous avons la charge, pour entretenir nos rivalités sans grandeur ? Nous nous cramponnerions encore aujourd'hui à tout cela, au risque de conduire à l'abîme ce Parti qui continue de porter les plus grandes et les plus nobles espérances du prolétariat de notre pays ? Nous nous insurgerions contre la discipline internationale ?

Ah ! je sais bien que ce n'est pas à Renoult qu'il est besoin de rappeler ces choses. Je sais bien que Renoult sera, dans le Parti et l'Internationale, loyalement, entièrement, honnêtement discipliné. Mais je sais aussi qu'il n'est pas inutile de rappeler à certains camarades du Parti, à des amis dont nous aurons sans doute demain l'immense regret de nous séparer, que si nous ne pouvons pas tolérer une attitude de révolte envers la discipline de l'Internationale, c'est parce que, pas loin de nous, nous avons sous les yeux l'exemple d'un parti qui, lui aussi, avait cru possible de pratiquer une tactique en désaccord avec les décisions de congrès librement acceptées ! Dans son inertie, dans sa résistance passive, ce parti a été jusqu'à provoquer la rupture avec l'Internationale communiste. Et lorsque cette rupture a été consommée, ce grand Parti, désaxé, a peu à peu glissé vers la droite. Affilié à l'Internationale, il ne voulait peut-être pas faire le front unique ; il le réalise maintenant avec le réformisme international contre la révolution internationale. Il convenait que je rappelle ce qui est de nature à nous faire réfléchir. Nous sommes ici non pas seulement pour examiner telle ou telle modalité de tactique. Nous sommes ici pour rechercher ensemble la meilleure orientation du Parti. Quels que soient les dissentiments qui se manifestent aujourd'hui sur des résolutions dont certaines sont plus proches les unes des autres que notre ami Renoult ne paraissait vouloir en convenir, quels que soient nos désaccords d'aujourd'hui, nous nous retrouverons demain très fraternellement contre l'ennemi commun. Mais au moins, prenons l'engagement de faire en sorte que soient bannies définitivement, du sein de notre Parti, les survivances de notre passé réformiste et parlementaire, pour que ce Parti puisse aller au 4^e congrès mondial la tête haute, ayant fait lui-même sa besogne, devenu enfin majeur, et capable de discuter d'égal à égal avec les partis qui se sont forgés dans l'action révolutionnaire. (Applaudissements.)

Avant le Congrès Mondial

Thèse sur la Tactique ⁽¹⁾

1. Pour déterminer nettement la nouvelle tactique devant présider à l'action des P. C., il faut prendre en considération les changements survenus pendant la période qui sépare le troisième et le quatrième congrès.

Cette période a pleinement justifié les prévisions des communistes, car la désagrégation de l'économie capitaliste s'est fortement accentuée.

Accroissement des antagonismes sociaux

Développement de la crise révolutionnaire

2. La reconstitution économique de l'Europe par un cartel de puissances capitalistes, bien plus, les antagonismes entre les divers Etats impérialistes sont arrivés à un point tel que la rupture des anciennes alliances est devenue inévitable. Même les nationalistes les plus intransigeants se rendent compte que le traité de Versailles ne pourra jamais être appliqué d'une façon intégrale. Les quelques applications que la bourgeoisie en a faites ont montré que ce traité est une entrave au développement de l'économie mondiale.

Dans les pays vaincus on assiste à une exploitation sans limite de la classe ouvrière, l'industrie ne parvenant à se maintenir que grâce à la disproportion croissante entre la dépréciation des devises monétaires et la hausse des salaires des ouvriers; cette hausse n'arrivant jamais à compenser la dépréciation du pouvoir de ces devises, par cela même, dans ces pays, la force Travail est constamment payée au-dessous de sa valeur d'échange.

Dans les pays vainqueurs on peut distinguer :

1° Ceux qui possèdent un change élevé (Angleterre et Etats-Unis) sont en proie au chômage;

2° Ceux qui, comme la France, ont un change bas, possédant une industrie écrasée par la dette de « poids mort », ce qui les oblige de plus en plus à pressurer la classe ouvrière et à entreprendre une offensive contre les salaires et le niveau de vie du prolétariat.

Les effets de cette offensive se faisant de plus en plus sentir, les actes de résistance de la classe ouvrière se multiplient :

Grèves en France, aux Etats-Unis, etc...

Les révoltes coloniales

La question paysanne

3. D'autre part, le capitalisme commence à être menacé dans ses parties les plus sensibles : LES COLONIES. Il est d'ores et déjà certain que la victoire turque, même dans son état actuel, aura une grave répercussion sur les peuples musulmans de l'Asie et de l'Afrique et par cela même portera un coup décisif au capitalisme anglais.

La décomposition du capitalisme commence à menacer les larges masses paysannes. En effet, la production agricole des vieux pays européens est de plus en plus submergée par la concurrence des pays neufs. Les capitalistes de la vieille Europe, et en particulier les capitalistes français, se trouvent devant le dilemme suivant :

Ou bien préserver les paysans de la concurrence étrangère au moyen des barrières douanières et par cela même augmenter le prix des matières alimentaires, ce qui entraînerait une augmentation du prix de la main-d'œuvre et par suite du prix de revient des produits manufacturés de l'industrie; ou bien sup-

primer les barrières douanières, ce qui abaisserait le prix de la vie, mais ruinerait les paysans et les pousserait ainsi dans les rangs de la révolution.

La dissolution de l'Internationale Deux et Deux et demie et des Partis Centristes

4. Cet ensemble de faits nous permet de déclarer que la situation objective, non seulement demeure révolutionnaire, mais le devient de plus en plus.

D'une part, l'influence de cette situation objective sur la mentalité des larges masses se fait sentir : *partout s'effectue incontestablement une poussée vers la GAUCHE.*

D'autre part, en ce qui concerne les organisations ouvrières, le fait le plus saillant consiste en la *dissolution des éléments centristes.* Le Parti indépendant d'Allemagne comme le Parti socialiste italien est en train de se désagréger. Le Parti dissident français glisse nettement lui aussi vers la droite, il est passé presque entièrement entre les mains des socialistes de guerre comme Blum et Renaudel.

La disparition des partis centristes va contribuer largement à dissiper l'équivoque au sein du mouvement ouvrier. Désormais, il n'y aura plus que deux grandes tendances : la tendance révolutionnaire représentée par les communistes, la tendance contre-révolutionnaire par les majoritaires qui vont de plus en plus s'agglomérer à la *masse noire* réactionnaire de la bourgeoisie.

Les social-démocrates vont s'efforcer, en collaboration avec la bourgeoisie, de reconstruire l'Europe en maintenant le système capitaliste. Les communistes, au contraire, s'opposent de toutes leurs forces aux tentatives désespérées de la bourgeoisie pour rétablir son économie.

L'Internationale et l'Opportunisme

5. Néanmoins, il ne faut pas se dissimuler les dangers causés par la disparition des partis centristes pour le Parti Communiste.

Il est incontestable qu'une grande partie des troupes centristes passera armes et bagages dans le camp des communistes.

Les éléments opportunistes, qui, par l'adhésion du Parti Communiste français, la fusion des spartakistes et de l'aile gauche des indépendants, etc., se sont déjà introduits au sein de la 3^e I. C., se trouveront par là singulièrement renforcés.

Il est donc indispensable que le quatrième Congrès de l'I. C. détermine la tactique des P. C. avec assez de netteté pour que de funestes déviations opportunistes ne puissent se produire. Le danger des déviations opportunistes est particulièrement grave dans les pays de l'Europe occidentale où les cadres des P. C. sont formés en majeure partie des militants des anciens partis social-démocrates tout imbus encore de leurs anciennes méthodes de lutte opportunistes et parlementaires.

La tâche des Partis Communistes

6. Le P. C. doit se poser comme but de gagner à ses idées la majorité de la classe ouvrière. Il ne pourra arriver à ce but que par son action continue pour les revendications quotidiennes du prolétariat. Il devra toujours s'efforcer d'opposer sur ce terrain à la bourgeoisie la classe ouvrière dans son ensemble. C'est dans ce but que l'Exécutif élargi a préconisé la tactique du front unique.

(1) Cette thèse est publiée à l'appui des résolutions présentées sous le nom de *Dondicol-Daniel Renoult* dans *l'Humanité*.

Avant de passer à l'examen critique de cette tactique il faut souligner tout de suite le danger immense qui pourrait résulter pour le mouvement communiste de l'interprétation erronée de la formule tactique du troisième Congrès : « Gagner aux idées communistes la majorité de la classe ouvrière », car il est incontestable que ce n'est pas au moyen de statistiques que l'on pourra apprécier si la majorité de la classe ouvrière est gagnée au communisme. Ce n'est que par l'ampleur prise par la lutte que l'on se rendra compte de l'influence du Parti sur les masses. C'est pour cette raison que l'on devra s'efforcer de combattre toute tendance qui voudrait localiser la lutte et la restreindre, et par cela même la vouer à l'échec sous le prétexte que le Parti n'a pas encore derrière lui la majorité de la classe ouvrière. Au contraire, les communistes devront profiter de toutes les batailles pour les objectifs immédiats afin d'élargir la lutte, faire au cours de celle-ci l'éducation révolutionnaire des masses, et essayer de les diriger contre les bases mêmes du régime.

La thèse du Front Unique

7. Le problème qui se pose est le suivant : *Comment faire passer sous l'influence des communistes les larges masses ouvrières ?* La tactique du front unique est la solution proposée par l'Exécutif élargi de février : elle consiste, en s'emparant de toutes les possibilités d'action concrète, à proposer aux organisations réformistes une action commune pour la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière. Les communistes se réserveront le droit de faire avant, pendant, et après, la critique des réformistes, tout en respectant la discipline et l'action. (Thèse Exécutif élargi, février.)

Les dangers de la tactique du Front Unique

8. Pour que cette tactique puisse être mise en application il faudrait qu'un accord pût s'établir entre réformistes et communistes sur le contenu des mots d'ordre lancés et sur la tactique à employer pour atteindre l'objectif proposé.

Or, il y aura toujours opposition entre la démagogie réformiste lorsqu'il s'agit des revendications et la critique par les communistes de la valeur de ces mêmes mots d'ordre : opposition entre le souci des réformistes de ne rien faire qui puisse compromettre les bases de l'économie bourgeoise et la volonté des communistes d'empêcher par tous les moyens le relèvement du capitalisme ; enfin, opposition irréductible entre la répugnance des réformistes pour l'action révolutionnaire des masses et la volonté révolutionnaire des communistes.

Tandis que les communistes s'efforceront d'avoir recours en chaque occasion à DES METHODES DE LUTTE REVOLUTIONNAIRE, tandis qu'ils s'efforceront de lui donner la tournure la plus dangereuse pour l'Etat capitaliste, tandis que leurs armes préférées devront être toujours les démonstrations de masse, la grève révolutionnaire, l'occupation des usines, etc..., ces méthodes répugneront toujours aux réformistes. Pour eux, les revendications prolétariennes devront être poursuivies par LES MOYENS PAISIBLES ET ULTRA-LEGAUX tels que les interventions parlementaires, les tractations, les pétitions, etc... Les antagonismes entre les réformistes et les communistes n'apparaîtront donc pas seulement au cours de la lutte, mais apparaîtront bien avant la lutte, et par là même n'adront tout accord impossible.

La tactique du front unique serait donc impossible à appliquer à moins que les communistes ne consentent, par avance, à faire des concessions aux réformistes pour les entraîner à l'action, dans l'espoir que leur critique pendant l'action leur permette d'entraîner alors les masses ouvrières. Mais cette tactique serait une arme à double tranchant, car les communistes courraient le risque de se voir accusés d'alliance déloyale. Ce serait toujours sur eux, en cas d'échec, que l'on ferait retomber les responsabilités en les accusant d'avoir brisé l'unité ouvrière. Ils aboutiraient, ainsi au but opposé à celui qu'ils se proposaient. C'est pourquoi les communistes ne peuvent se résoudre à faire des concessions pour aboutir à des mots d'ordre et à une tactique susceptibles de réaliser l'accord avec les réformistes. Donc, ou bien toute la tactique du front unique consisterait à proposer aux chefs réformistes

des mots d'ordre et des formes d'action que ceux-ci rejetteraient aussitôt, et ce ne serait rien plus que la tactique de la lettre ouverte déjà employée en Allemagne (fin 1920-début 1921).

Ou bien, pour obtenir l'accord, les communistes accepteraient de faire sur les mots d'ordre et les moyens d'action de larges concessions avant l'action, dont le danger, particulièrement en France, ne saurait échapper à personne.

La tâche la plus importante du moment

9. Le problème reste donc entier tel qu'il a été fixé par le troisième Congrès de l'Internationale Communiste :

« La conquête de l'influence prolétarienne sur la plus grande partie de la classe ouvrière, l'introduction dans le combat des fractions déterminantes de cette classe, voilà, à l'heure actuelle, le problème le plus important de l'Internationale Communiste. Car nous avons beau être en présence d'une situation économique et politique objectivement révolutionnaire dans laquelle la crise révolutionnaire la plus aiguë peut éclater absolument à l'improviste (à la suite d'une grande grève, d'une révolte coloniale, d'une nouvelle guerre ou même d'une grande crise parlementaire, etc.), le plus grand nombre des ouvriers n'est pas encore sous l'influence du communisme, surtout dans les pays où la puissance particulièrement forte du capital financier a donné naissance à de vastes couches d'ouvriers corrompus par l'impérialisme (par exemple, en Angleterre et aux Etats-Unis), et où la véritable propagande révolutionnaire parmi les masses vient seulement de commencer. »

Or, les partis communistes ne peuvent se développer que dans la lutte, de même ils ne peuvent accroître leur influence sur les larges masses ouvrières que par la lutte.

La lutte pour les revendications immédiates

10. Pour amener le prolétariat à des actions de plus en plus larges et de plus en plus dangereuses pour l'économie capitaliste, les partis communistes doivent préconiser l'unité par la base, ils doivent adopter des mots d'ordre pratiques inspirés « des revendications vitales actuelles et immédiates du prolétariat », qui, par leurs conséquences économiques, par les modalités d'action employées dans la lutte, entraveront le capitalisme dans son œuvre de reconstruction.

Ces mots d'ordre s'inspireront des intérêts immédiats de la classe ouvrière dont les communistes doivent être les meilleurs défenseurs, car l'intransigeance verbale, la devise du « tout ou rien », cachent souvent chez certains communistes l'opportunisme indolent des gens à qui l'action répugne. D'un autre côté, il ne faut pas perdre de vue l'expérience néfaste du socialisme d'avant-guerre pour qui la lutte en vue d'objectifs immédiats dégénéra en collaboration de classe. Batlu en apparence dans les congrès de la social-démocratie (Dresde 1903-Amsterdam 1904), le révisionnisme de Bernstein s'était imposé en pratique aux partis socialistes d'Europe.

Les communistes ne doivent pas retomber dans les mêmes fautes. La lutte des communistes pour les revendications partielles sera totalement différente de celle du socialisme d'avant-guerre et des réformistes d'aujourd'hui : *différente quant aux formes et aux méthodes de lutte, différente quant aux mots d'ordre et aux objectifs assignés.*

Car les communistes, en adoptant la plate-forme des revendications immédiates, n'ont recours, pour mener la lutte, qu'à l'action révolutionnaire des masses et choisiront leurs mots d'ordre de telle façon que la lutte tendra toujours à augmenter la désagrégation du capitalisme. De même, ce n'est pas seulement au Parlement, à la loi, à l'Etat bourgeois, que les communistes demanderont la consécration des avantages acquis par la classe révolutionnaire en lutte, mais avant tout à des organismes nouveaux tels que *comités d'usines ou conseils d'ouvriers*, cellules élémentaires du futur pouvoir prolétarien.

Devant une telle tactique, les dirigeants réformistes devront prendre position. S'ils refusent de combattre

aux côtés des communistes, ils se trouveront démasqués devant leurs propres troupes comme devant la masse inorganisée. S'ils acceptent timidement de combattre à nos côtés, les communistes, n'ayant à aucun moment contracté d'alliance avec eux, auront toute latitude pour contrôler l'action, critiquer les méthodes de lutte préconisées par les réformistes.

La lutte développant l'esprit révolutionnaire, les troupes qui suivent les chefs réformistes, ainsi que les masses inorganisées, se rangeront de plus en plus nombreuses derrière le Parti Communiste, qui aura ainsi démontré, dans la lutte, qu'il est le seul à défendre vraiment les intérêts de la classe ouvrière et qu'il porte au régime bourgeois les coups les plus efficaces.

La tendance à l'Unité dans la classe ouvrière en France

11. En France, la tactique du front unique prend un aspect tout à fait spécial. Quelle est en effet l'analyse de la situation qui a poussé l'Exécutif à préconiser cette tactique? Le développement de l'offensive capitaliste entraîne dans la lutte les larges couches du prolétariat qui, jusque-là, se tenaient à l'écart.

Ces masses, sentant que la force de la classe ouvrière réside dans son unité, ne comprenant pas bien les divergences entre les différents partis, manifestent une tendance marquée vers l'unité.

Ce désir peut se manifester sous deux formes distinctes : 1° comme un désir de rétablir l'unité organique des diverses organisations politiques et économiques du prolétariat, mot d'ordre rétrograde devant être combattu énergiquement par les communistes 2° sous la forme d'un rapprochement des diverses organisations du prolétariat dans la lutte pour des mots d'ordre concrets.

C'est en vue d'exploiter pour des fins révolutionnaires ce désir de rapprochement dans l'action, que l'Exécutif a proposé la tactique du front unique. Or, de quelle façon cette question se présente-t-elle en France? Ce qui doit attirer avant tout l'attention lorsqu'on examine la situation de la classe ouvrière en France, c'est qu'elle est EN GRANDE MAJORITE INORGANISEE.

Bien plus, l'étude du mouvement ouvrier français nous permet d'affirmer que ce n'est pas sous forme d'un rapprochement dans la lutte des diverses organisations que se concrétisera ce désir d'unité.

En effet, en France, les organisations politiques et même les organisations économiques du prolétariat ne furent jamais des organisations de masses, mais plutôt des minorités agissantes, des noyaux de militants groupés autour d'une idée.

Le Parti Communiste français ne doit pas limiter son effort à chercher à gagner à l'action révolutionnaire les fractions de la classe ouvrière organisée qui suivent encore les réformistes, mais, bien au contraire, IL DOIT SURTOUT S'EFFORCER DE PENETRER LA MASSE INORGANISEE, de l'agiter profondément et ainsi d'introduire dans la lutte révolutionnaire de nouvelles couches prolétariennes.

Le Parti Communiste Français jet les masses inorganisées

12. Toutes les organisations sans exception traversent à l'heure actuelle une crise de recrutement, et la raison profonde de cette crise doit être recherchée dans le fait que la forme même de ces organisations les tient par trop éloignés des seuls vrais centres de la vie ouvrière, c'est-à-dire de l'atelier et de l'usine.

Le communisme français, s'il veut étendre le cercle de sa propagande, doit à tout prix pénétrer dans les usines, afin d'entraîner les vastes masses du prolétariat inorganisé dans la lutte.

Il ne pourra le faire en faisant un bloc avec les dissidents et les syndicalistes à la Jouhaux, car ce cartel de chefs n'inspirerait qu'une confiance médiocre à la masse.

Il ne peut le faire qu'en dressant contre l'offensive capitaliste la classe ouvrière tout entière, sans distinction d'opinions politiques, sur un terrain commun à tous les ouvriers et par une organisation englobant la totalité de la classe ouvrière, c'est-à-dire les conseils d'ouvriers et les conseils d'usines. Ce n'est que dans des organisations de ce genre, et par-dessus la tête

des chefs, que pourra être constitué le front ouvrier unique.

Il est évident que de telles organisations ne sauraient être créées artificiellement dans la période actuelle. Ces organisations ne se formeront qu'au fur et à mesure que la classe ouvrière en comprendra et en sentira mieux la nécessité. C'est pour cela que le Parti Communiste doit donner tout son appui lorsque la C. G. T. U. propage l'idée des Conseils d'usines et du contrôle ouvrier.

Dans ces conseils, les communistes opposeront leurs méthodes aux méthodes d'action réformistes et même, s'ils sont mis momentanément en minorité, ils arriveront sans doute à gagner la confiance des masses ouvrières en montrant que, sur toutes les questions de l'activité quotidienne ouvrière, ils sont les seuls à voir clair et juste et les seuls à préconiser les solutions efficaces.

Le Front Unique et la question électorale

13. Ce n'est que lorsque de telles organisations se seront développées, qu'elles seront devenues aux côtés du Parti Communiste des organisations de combat, que le Parti Communiste pourra lancer à la classe ouvrière française le mot d'ordre de la prise du pouvoir et du « gouvernement ouvrier », émanation des conseils d'usines, comme un but à l'action révolutionnaire.

Au contraire, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, DANS LES CONDITIONS ACTUELLES DE DEVELOPPEMENT DU PARTI COMMUNISTE en France, ne saurait que favoriser les combinaisons électorales dont l'histoire du Parti socialiste en France est trop riche d'exemples. L'application de la tactique du front unique dans l'action électorale et parlementaire, en permettant toutes les tractations et toutes les compromissions, ramènerait le parti à un stade de développement qu'il a dépassé actuellement.

Contre l'Opportunisme au sein du Parti Communiste Français

14. Il y a encore une question qui donne un aspect particulier au problème du front unique en France.

Tandis qu'en de certains pays, à la suite de batailles répétées livrées par le prolétariat révolutionnaire au capitalisme de ces pays, une certaine lassitude a pu se manifester dans la classe ouvrière, en France, au contraire, le prolétariat a attendu vainement du Parti Communiste les mots d'ordre d'action que sa constitution à Tours semblait promettre. De là la fortune passagère du Parti Communiste français après Tours et sa crise actuelle.

La crise du Parti ne pourra être résolue que si le Parti Communiste, par son action, démontre nettement aux masses qu'il n'est plus l'ancien parti se servant uniquement des anciennes méthodes de lutte réformistes et parlementaires.

Mais il faut bien remarquer que, pour que le Parti entreprenne une action d'accord seulement avec les organisations révolutionnaires, l'aile révolutionnaire du Parti éprouvera les plus grandes difficultés pour obliger la majorité du Parti à rompre définitivement avec les anciennes méthodes de lutte.

La tactique du front unique servira de prétexte aux éléments opportunistes du Parti pour revenir aux anciennes pratiques réformistes. Les éléments véritablement communistes, par leur désir de mettre en avant l'action révolutionnaire des masses, seraient taxés de briseurs du front unique et d'adversaires de l'action.

Bien d'autres particularités du mouvement français : scission récente, faible culture doctrinale des militants, etc... et tous ces faits ont été déjà maintes fois mis en avant, et leur justesse a été universellement reconnue, aggravent encore les dangers de l'application de la tactique du front unique en France.

Pour l'intensification de l'action du Parti Communiste Français

15. C'est pourquoi la tactique du front unique est très dangereuse pour la France, mais le sens profond de la thèse subsiste. Pour avoir au moment décisif les masses ouvrières derrière lui, le Parti Communiste a le devoir de mener une action quotidienne et de se

faire le *champion des revendications journalières* de la classe ouvrière tout en envisageant toute action partielle sous l'angle des buts et de la doctrine communistes.

Mais il ne le fera pas sans démasquer ceux qui, dans le rejet du front unique, trouvent un nouveau prétexte pour couvrir leur inaction. Pour ceux-là, l'intransigeance n'est que la tactique du moindre effort. S'ils se refusent à lutter pour des revendications immédiates, c'est uniquement parce qu'ils répugnent à l'action et veulent se confiner dans une propagande purement verbale, alors que *la seule propagande vraiment efficace c'est l'action elle-même.*

En face de l'offensive de plus en plus violente du capital, en face des efforts de tous les impérialistes coalisés contre la révolution russe, le P. C. français doit prendre conscience de son devoir historique.

Ce devoir, c'est d'amener des fractions de plus en

plus étendues de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire.

Le P. C. français ne pourra le remplir qu'en luttant pour des revendications immédiates, mais sans compromissions et sans concessions aux ennemis de la révolution sociale.

Discipline internationale

16. Toutefois, il est clair que la tactique du P. C. français ne saurait être en désaccord avec la tactique de l'Internationale. Après le quatrième Congrès de l'Internationale Communiste, la tâche principale de la direction du Parti sera de mettre en harmonie la tactique du P. C. français avec la tactique de l'I. C.

Mais alors, *aux éléments révolutionnaires du Parti reviendra la tâche difficile d'empêcher les DEVIATIONS OPPORTUNISTES TOUJOURS POSSIBLES.*

LE TRAVAIL POLITIQUE DANS L'ARMÉE ROUGE

Economiquement et intellectuellement, la Russie est un des pays les plus arriérés de l'Europe. Ignorance séculaire soigneusement entretenue par le régime tsariste, proportion formidable des illettrés, superstitions innombrables de toutes sortes, procédés de culture agricole primitifs jusqu'à la sauvagerie, en un mot, manifestations multiples de cet « idiotisme de la vie rurale » signalé par Marx : tel était le bagage qu'apportaient à la révolution mondiale les 100 millions de paysans de l'immense Russie.

Huit mois durant, osant à peine toucher à la terre des seigneurs, ils supportèrent le misérable histrion de la révolution de février, qui avait nom Kérénsky ; peut-être l'eussent-ils toléré encore huit mois, si le prolétariat de Pétrograd n'eût fait sauter des mains son sabre de bois à ce Bonaparte russe au petit pied.

A quel degré d'ébétude et d'asservissement fallait-il que les paysans fussent tombés pour ne pas se décider, après la révolution de 1905, après la guerre impérialiste, après la révolution de février, à attenter aux domaines des grands propriétaires fonciers, pour attendre que l'Assemblée Constituante, qui allait se réunir on ne savait quand, leur octroyât la terre à laquelle ils avaient droit ! Seul, le décret « de la socialisation des terres » eut raison de leurs hésitations : les paysans s'enhardirent alors et se résolurent enfin à expulser leurs seigneurs.

Mais cette mesure ne put faire disparaître l'ignorance et l'abrutissement. Durant trois longues années, le seigneur mena la guerre pour reconquérir son pouvoir, recouvrer sa terre et ses usines, puissamment secondé en beaucoup d'endroits par le paysan qui, affolé, courait de la dictature du prolétariat à celle des seigneurs et des généraux, et inversement. Longtemps ceux-ci purent tromper impunément le paysan qui, profondément ignare et abêti, était prêt à venir en aide à ses ennemis les plus acharnés.

Pour repousser les seigneurs, les généraux et les industriels, le prolétariat dut organiser une armée à lui, une armée qui fut la gardienne de ses intérêts de classe, qui défendit l'Etat ouvrier et paysan et affermit la dictature du prolétariat.

La tâche était d'une exceptionnelle difficulté, car cette armée, il fallait la créer de cette matière ingrate, représentée par la paysannerie qui, dans son ignorance, dans son ilotisme, ne comprenait même pas que le seigneur voudrait reprendre la terre que la révolution d'Octobre lui avait enlevée pour la distribuer aux paysans.

Cette idée, si simple, semble-t-il, et accessible à toutes les intelligences, il fallut, des mois et des mois durant, l'enfoncer dans la tête des paysans qui ne nous crurent que lorsque le seigneur revint et se réins-

talla en maître dans ses domaines. Le paysan se refusait absolument à entrer dans l'Armée Rouge, à faire la guerre ; il se cachait dans les bois où il s'organisait en bandes « vertes » de déserteurs, se rangeait du côté du seigneur lorsque nous avançons, du nôtre quand le seigneur avançait ; en un mot, ne cessait de jouer des tours pendables aux deux parties en présence.

Ce n'est qu'après avoir éprouvé à ses dépens le régime féroce des Koltchak et des Denikine, qu'il adhéra enfin à notre propagande contre l'aristocratie terrienne et les généraux et entra non seulement dans l'Armée Rouge, mais, par l'intermédiaire de cette dernière, dans notre Parti. Sur le front oriental cette évolution s'accomplit en 1919 ; sur le front sud, en 1920.

Et ainsi, durant trois ans, la guerre civile fut menée sous le mot d'ordre de la défense du pouvoir du prolétariat, de la conservation des terres et des fabriques contre l'emprise de la contre-révolution seigneuriale, militaire et bourgeoise. Finalement, après avoir développé tout un immense appareil de travail politique dans une armée rouge de 6 millions d'hommes, nous parvîmes à faire comprendre au paysan tout le danger que présentait pour lui le retour au pouvoir de la bourgeoisie et de l'aristocratie.

Ce ne fut pas là chose facile. En effet, il ne suffisait pas de discuter avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, qui ne cessaient de troubler l'esprit des paysans et des ouvriers par des discours mielleux sur le pouvoir démocratique (pendant la lutte acharnée entre la dictature du prolétariat et celle des seigneurs et des généraux, les partisans de la démocratie pure, relégués à l'arrière-plan de l'histoire, oscillaient perpétuellement entre les classes en lutte) ainsi que par une critique haineuse et mensongère, dans laquelle ils représentaient les abus isolés comme la caractéristique de tout le régime soviétiste ; il fallait encore expliquer le rôle des impérialistes français, anglais et japonais comme soutiens des gardes-blancs russes ; répondre à toute une série de questions sur la vie économique et politique intérieure et extérieure et élucider les innombrables questions relatives à la formation de l'Armée Rouge, à la signification de sa lutte, à sa structure et à son genre de vie. Et chacune de ces questions, si minime fût-elle, se transformait inévitablement en une question politique, qu'il fallait rattacher à celle de la dictature des seigneurs et des généraux.

Dictature du prolétariat contre les seigneurs et les généraux : tel était le principe fondamental du travail politique qu'il fallait accomplir dans l'armée rouge, parmi la masse ignare, inculte et asservie. C'était en vérité une tâche immense que d'enseigner les éléments de la politique à une masse de 6 millions d'hommes.

Bien ou mal, elle fut cependant accomplie. Ce qui prouve la fécondité de notre travail, c'est que 200.000 paysans, durant les trois années que dura la guerre civile, entrèrent dans le Parti Communiste, par l'intermédiaire des noyaux communistes créés dans l'Armée rouge.

Mais, derrière ces 200.000 communistes, il y avait encore 2 millions d'hommes sympathisant consciemment à notre Parti et comprenant les services qu'il rendait au prolétariat et à la paysannerie. Et derrière ces 2 millions, il y avait encore une autre couche de 4 millions de soldats, moins conscients, moins fermes dans leurs convictions, mais dans l'esprit desquels pourtant notre enseignement avait laissé des traces durables.

Il est impossible de dire exactement tout ce que notre Parti a donné au paysan pendant les trois années que ce dernier a passées dans l'Armée rouge. En tout cas, il lui a donné beaucoup ; c'est ce que confirment indirectement toute une série de faits.

Ainsi, après la démobilisation des classes les plus âgées, dans un grand nombre de gouvernements le travail des comités exécutifs cantonaux s'améliora sensiblement, et cette amélioration doit être attribuée exclusivement à la collaboration des hommes revenus du front. Comme on le voit, ces derniers avaient profité de leur séjour à l'armée, qui avait été pour eux une grande école politique.

Après la guerre civile pourtant, il s'avéra que l'éducation du soldat rouge avait manqué de largeur. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. De toute notre propagande à l'Armée rouge, le paysan ne s'était fortement assimilé que ce qui correspondait à sa nature petite-bourgeoise ; tout le reste, il l'avait rejeté comme un bagage inutile.

Il avait très bien compris qu'il lui fallait en finir à jamais avec la contre-révolution des seigneurs et des généraux, afin qu'elle ne lui enlevât pas sa terre et sa liberté ; que pour cela il fallait une armée ; que, de tous les partis, celui des bolcheviks-communistes était le plus apte à l'aider dans cette tâche. Quant aux questions de la révolution mondiale, des nouvelles guerres impérialistes, du renversement du capitalisme et de notre relèvement économique sur la base du socialisme, elles n'entraient pas dans sa cervelle.

Il n'y eut qu'une période pendant laquelle il se trouva en contact avec les questions de la politique mondiale : celle de la guerre russo-polonaise. Mais aux yeux du paysan communiste revêtu de l'uniforme du soldat rouge, cette guerre n'était pas une guerre révolutionnaire, mais une guerre nationale. Ce n'était pas la Russie socialiste qui luttait contre la Pologne impérialiste, mais le peuple russe contre les Polonais.

La vague de chauvinisme, qui submergea l'Armée rouge pendant la guerre russo-polonaise, est maintenant un fait prouvé. L'armée payait ainsi son tribut à l'idéologie de la masse paysanne, dont elle était en grande partie composée.

L'étroitesse idéologique du paysan communiste de l'Armée rouge correspondait exactement à celle du démocratisme petit-bourgeois. Pour le paysan, la fin de la guerre civile marquait également la fin de la révolution. Ayant reçu la terre et se l'étant assurée pour l'avenir prochain contre l'emprise des seigneurs et des généraux, il ne pensait plus qu'à faire fructifier son avoir qu'il avait si longtemps négligé.

Le petit propriétaire montrait le bout de l'oreille ; l'attraction de la terre et la force de la propriété privée le tenaient étroitement et faisaient de lui l'ennemi du Parti Communiste qui continuait par inertie, après la guerre civile, la politique du « communisme militaire ». C'est là qu'il faut chercher la cause de l'échec de Cronstadt et d'une série de mutineries analogues, mais de moindre importance, au sein de l'Armée rouge ; c'est là que l'insurrection du gouvernement de Tambov et le développement du banditisme en Ukraine puisent leur source.

Ce qui est caractéristique, aussi bien pour Cronstadt que pour le gouvernement de Tambov, c'est que ces mouvements contre-révolutionnaires à caractère petit-bourgeois et anarchiste s'effectuaient avec la participation des éléments les plus développés et les plus actifs de la petite bourgeoisie, qui avaient été, dans la période précédente de la guerre civile, à l'avant-garde de la révolution. Le rôle révolutionnaire de Cronstadt, de 1917 à 1920, est suffisamment connu ; mais ce que l'on sait moins, c'est que le gouvernement

de Tambov avait été sous Kérénsky le premier gouvernement où les paysans se fussent soulevés contre leurs seigneurs.

Les événements de Cronstadt et de Tambov marquaient une évolution dans les masses paysannes, évolution qui se manifesta également parmi les paysans communistes et, par suite, dans les noyaux communistes de l'Armée rouge. Une partie des communistes quitta le Parti ; une autre, sans l'abandonner officiellement, devint son adversaire (opposition paysanne dans plusieurs divisions de la circonscription de Kiev) ; enfin, le Parti lui-même dut, au moment de son épuration (nous n'avons pas encore en notre possession de statistiques précises à ce sujet), se débarrasser d'une certaine quantité de ses membres. Et ainsi, durant la dernière année, il s'effectua dans tout le Parti en général et dans les noyaux communistes de l'Armée rouge en particulier un regroupement important des forces, une reconstitution des rangs pour l'accomplissement de la nouvelle tâche historique.

Cette tâche, qui consiste essentiellement à régler l'existence de notre dictature prolétarienne aux côtés de notre capitalisme intérieur (paysannerie aisée, petite et moyenne industrie) et du capitalisme extérieur (concessions) dans le but de restaurer rapidement notre industrie étatique, semble ne pas laisser de place pour les méthodes de la lutte armée et, par suite, pour l'Armée rouge elle-même.

Mais il ne faut pas oublier que, si les agents impérialistes signent des traités de paix avec nous, ils n'en continuent pas moins, à l'aide des Savinkov et des Pétloura, à organiser des agressions contre nous ; en outre, notre existence pacifique dans l'encerclement capitaliste, qui est au fond une lutte économique et politique impitoyable, se transformera tôt ou tard en une nouvelle lutte armée. Quand et dans quelles conditions le conflit éclatera-t-il, nous l'ignorons et ne cherchons pas à le prédire. Pour nous, en tout cas, il est incontestable que, quelque tournure que prennent les événements à l'avenir, les guerres révolutionnaires entre la Russie soviétique et les pays impérialistes sont inévitables. Aussi, nous est-il nécessaire d'avoir pour ce moment-là une Armée rouge.

Mais l'Armée rouge pour les guerres révolutionnaires (offensives et défensives) est quelque chose de tout à fait différent de l'Armée rouge destinée à défendre le prolétariat de la contre-révolution des seigneurs et des généraux. Dans les deux cas, l'élément prédominant de l'armée est la paysannerie. Mais si pour la guerre civile contre les grands propriétaires et les généraux, pour la défense de la terre des paysans, il a fallu un travail politique immense, afin d'insuffler à l'Armée rouge l'esprit combattif (ce qui n'a été possible, dans une large mesure, qu'après que la paysannerie a eu éprouvé la dictature des Koltchak et des Dénikine), quel ne doit pas être le travail politique nécessaire pour préparer cette même masse paysanne de l'Armée rouge à la guerre révolutionnaire défensive, c'est-à-dire à la guerre menée pour sauver les conquêtes (nationalisation de la grande industrie) auxquelles la paysannerie n'est pas directement intéressée, et surtout — éventualité qui ne saurait être exclue — à la guerre révolutionnaire offensive, entreprise pour soutenir le prolétariat des autres pays !

En somme, ce qu'il faudrait, ce serait transformer une partie considérable des paysans de l'Armée rouge non en « communistes étroits de la guerre civile », mais en communistes véritables, en communistes internationalistes. La tâche est immense et hérissée de difficultés formidables.

Pourtant, c'est cette tâche que doivent absolument s'assigner, à l'heure actuelle, les éducateurs politiques de l'Armée rouge. Du moment que les guerres civiles sont inévitables, du moment que ces guerres seront révolutionnaires, il faut y préparer l'armée, c'est-à-dire donner au travail de préparation militaire et politique de l'armée une seule et même direction, un but essentiel dominant tous les autres, qui devienne le mot d'ordre de tous les travaux de réorganisation et de préparation de l'armée.

Cela est nécessaire, tous les chefs militaires et les commissaires politiques le reconnaissent de plus en plus, mais les conclusions qu'en tirent certains camarades sont parfois entachées d'une sorte d'impérialisme que l'on pourrait qualifier d'« impérialisme rouge ». Il se crée toute une théorie de la stratégie purement

offensive, de l'obligation pour l'Armée rouge de frayer avec ses baïonnettes la voie à la révolution mondiale, de la nécessité des guerres révolutionnaires permanentes.

En un mot, il se développe toute une série de conceptions extrémistes dont l'apparition s'explique peut-être par le fait que le Parti et le pays n'accordent qu'une attention restreinte aux questions de la préparation militaire et politique de l'Armée rouge. Cette attention est en effet par trop insuffisante : c'est ce qui a été constaté à maintes reprises dans notre presse.

Et pourtant, la tâche est telle qu'elle mérite réflexion et réclame un travail sérieux. Il s'agit d'une longue préparation (de plusieurs années) de l'Armée rouge à des guerres révolutionnaires ; autrement dit, il s'agit de transformer une partie considérable des paysans sous les drapeaux en communistes internationalistes et de gagner les sympathies du reste de la masse (ou, en tout cas, des jeunes classes) à l'idée de la guerre révolutionnaire offensive, ou tout au moins de neutraliser cette masse (une guerre révolutionnaire défensive serait beaucoup plus facile à faire accepter à la paysannerie). Une tâche aussi considérable ne peut être accomplie qu'avec la participation de tout le Parti et le concours des syndicats, des unions de la jeunesse, des sections féminines, etc.

Il suffit de se souvenir comment l'impérialisme allemand a préparé, durant des dizaines d'années, son armée à la guerre offensive (impérialiste) pour comprendre toute l'énormité de la tâche à accomplir par le Parti, l'appareil soviétique, le prolétariat et le pays tout entier.

Mais comment faire du paysan un communiste prêt à soutenir une guerre révolutionnaire offensive ? Voilà qui semble contredire tous les principes du marxisme et, avant tout, la théorie de la lutte de classes. N'est-ce pas là une utopie ?

A cette question il faut répondre franchement : si ce n'est pas une utopie que la réalisation du socialisme en Russie, même au moyen de la nouvelle politique économique, c'est-à-dire au moyen d'un recul partiel et d'une modification des méthodes d'avance du socialisme, ce n'est pas une utopie non plus que la transformation du paysan en communiste. Or jusqu'à présent, personne, sauf les mencheviks, n'a encore traité d'utopie notre nouvelle politique économique.

Lorsque le prolétariat en Russie exerce sa dictature, que la révolution se développe, quoique très lentement, en Occident et que l'Etat ouvrier détient l'école, la presse et le théâtre, il n'est nullement impossible en deux années de caserne de former de la jeunesse paysanne un pourcentage important de communistes internationalistes aux convictions fermes. Si la caserne, l'école, la presse tsaristes ont su faire des paysans revêtus de l'uniforme militaire des soldats tirant sans hésitation sur leurs frères et leurs pères, pourquoi ne pourrions-nous de ces mêmes paysans créer une armée qui viendrait en aide à la révolution mondiale ?

Le problème n'a rien de fantastique. L'expérience démontre que les meilleurs éléments de la jeunesse paysanne, que l'Armée rouge a fait entrer dans les rangs de notre Parti, y sont restés des communistes fermes, excellents. L'exemple des élèves officiers rouges est à cet égard particulièrement probant.

Aussi, est-il hors de doute que nous parviendrons à nous acquitter de notre nouvelle tâche. Si cette tâche est beaucoup plus difficile que la précédente, la seule conclusion logique qui s'impose, c'est qu'il faut y attirer toutes les forces du Parti et des différents organes étatiques.

La préparation militaire et politique aux guerres révolutionnaires défensives et offensives sera, il va de soi, concentrée principalement dans la caserne. De nombreuses mesures ont déjà été prises à cet effet. Ce qui entrave en partie le développement de notre œuvre, c'est l'exiguïté de nos ressources : en outre, tous les membres du Parti ne se sont pas encore suffisamment rendu compte de la portée éducatrice de la caserne rouge.

En fait, la caserne rouge peut chaque année fournir des centaines de milliers de jeunes paysans, auxquels elle aura en deux ans donné une instruction leur permettant d'exercer les fonctions de gradés inférieurs et dont, au point de vue politique, elle aura fait des citoyens conscients, instruits d'une foule de choses et,

en particulier, des principes du communisme. Les conditions spéciales de la vie de caserne, d'où le dressage mécanique est exclu, favorisent l'accomplissement de cette tâche.

Prenant des paysans du même âge que nous désirerions du cercle étroit de la vie campagnarde et rassembler en grandes unités pour les soumettre à des occupations régulières, selon un plan déterminé, sous la direction d'un appareil politique déjà expérimenté (Malheureusement privé, par la démobilisation qui a suivi la guerre civile, d'une grande quantité de militants politiques), nous avons tout lieu d'espérer que nous pourrions en deux ans les transformer en lutteurs éprouvés de l'Armée rouge ouvrière et paysanne, en combattants prêts à sacrifier leur vie dans les guerres révolutionnaires.

Sans entrer dans les détails de la préparation militaire de l'Armée rouge aux guerres révolutionnaires (ce qui nous entraînerait trop loin), nous voudrions attirer l'attention sur une objection fréquemment soulevée contre la possibilité d'une telle préparation : nos ennemis, dit-on, ont une technique militaire prodigieusement développée et, par suite de l'état arriéré et de la désorganisation de notre industrie, nous ne pourrions jamais songer à rivaliser avec eux.

A ne considérer la question que du point de vue de la technique militaire, il est évident que nous n'arriverons pas à devancer nos ennemis et que, pendant très longtemps, nous serons plus faibles qu'eux. Mais la question de la comparaison des forces est en grande partie une question politique et non une question militaire, purement technique.

Pourquoi cette puissante technique militaire ne nous a-t-elle pas déjà écrasés ? Parce que les machines, les meilleures, les plus perfectionnées, sont manœuvrées par l'homme. Du moment qu'il en est ainsi, les chances commencent à s'égaliser, car en cas de guerre révolutionnaire nous aurons de l'autre côté du front un nombre suffisant d'alliés pour amortir l'effet de la technique incomparable de l'ennemi.

Mais il ne nous suffit pas d'être avec ces derniers à égalité de chances ; nous devons arriver à la supériorité du « personnel ». Si nos ennemis disposent de la supériorité du matériel, nous aurons, nous, la supériorité des effectifs. Nous pouvons (ce qui est impossible à nos ennemis) créer des cadres considérables de combattants éprouvés, dont chacun par ses connaissances, son ingéniosité, son esprit d'initiative, sa vaillance et surtout sa foi dans la victoire (et la foi dans la victoire, c'est déjà les trois quarts de la victoire), vaudra une dizaine de combattants des armées adverses.

L'expérience des brigades et des divisions d'élèves-officiers rouges, formées durant les guerres civiles, est particulièrement instructive à cet égard. Ceux qui désirent faire plus ample connaissance avec cette expérience trouveront les données nécessaires dans d'autres articles et dans des livres spéciaux. Mais ici il convient de souligner sur la base de cette expérience que, du fait que l'élément moral entre pour les trois quarts dans la capacité combative des troupes, la préparation politique est indissolublement liée à la préparation militaire.

Comment transformer le paysan de l'Armée rouge en communiste ? En d'autres termes, quelle doit être la nature du travail de formation politique dans l'Armée rouge ?

Pour notre part, nous considérons comme essentielles trois directives (les deux premières positives et la troisième négative) : 1° la formation internationaliste ; 2° l'éducation dirigée contre l'étroitesse de vues de l'élément campagnard, petit-bourgeois ; 3° la lutte contre les tendances réactionnaires de la paysannerie. Examinons en détail chacune de ces directives.

La formation internationaliste comporte avant tout, il va de soi, la connaissance des notions élémentaires du communisme. C'est là une chose indispensable, mais ce n'est pourtant pas dans cet internationalisme abstrait que réside le centre de gravité.

Ce qu'il faut, c'est faire comprendre dans la pratique journalière au soldat rouge la connexion étroite des intérêts de la paysannerie avec ceux de la révolution mondiale. Sinon, notre travail n'aura aucun résultat.

Comme j'ai eu souvent l'occasion de le répéter, il faut rattacher le sort de la ferme du gouvernement d'Oufa avec celui de la révolution mondiale et prouver irréfuta-

blement que, seule, la victoire de cette dernière assurera au paysan la jouissance de son lopin de terre. Si la révolution mondiale est vaincue, le paysan perdra aussi son avoir.

Comme on le voit, entre le lopin de terre du paysan du gouvernement d'Oufa et la révolution mondiale l'espace est immense ; on peut y encastrer presque tout le programme du Parti Communiste russe. Mais cet espace, il faut le combler par une matière concrète. Cette matière concrète, nous l'avons en ce moment, sous la main : c'est l'appui que nous a prêté le prolétariat de l'Europe occidentale, pendant la guerre civile, et qu'il continue de nous fournir, durant la famine.

De là, il n'y a qu'un pas à l'idée de l'entraide, à l'idée des devoirs de la paysannerie russe envers la révolution mondiale, dont le développement ultérieur donnera sans cesse de la matière pour la propagande. Ce développement dépend du prolétariat d'Europe occidentale qui, pour s'assurer une aide efficace en temps utile, doit se lier étroitement avec la paysannerie russe et, en particulier, avec l'Armée rouge.

Quoique le développement de l'internationalisme chez le paysan de l'Armée rouge ait déjà pour effet d'élargir l'esprit de ce dernier, il convient néanmoins d'ériger en tâche spéciale la lutte contre l'étroitesse de vues de l'élément campagnard. La Russie est un pays renfermant 15 millions de petits propriétaires ruraux, et la nouvelle politique économique ne peut que fortifier dans la paysannerie l'instinct de la propriété individuelle. Cet instinct qui rive le paysan à la terre, l'emprisonne dans les formes arriérées de production, l'empêche de voir plus loin que les intérêts de son clocher, est en contradiction flagrante avec l'internationalisme.

Il faut faire disparaître chez le paysan de l'Armée rouge cette idéologie retardataire de petit producteur et la remplacer par la largeur de conceptions du grand producteur. La tâche est loin d'être facile.

Ce qu'il faut, c'est expliquer systématiquement, d'une manière vivante, au soldat rouge les avantages considérables de la grande industrie contemporaine sur la petite industrie avec ses procédés arriérés.

Cela, il faut le faire, je le répète, *systématiquement*, c'est-à-dire régulièrement, à des intervalles rapprochés par des brochures, des conférences, des livres de toutes sortes, au moyen du cinématographe et surtout par des excursions méthodiques aux fabriques et aux usines, aux stations électriques, aux champs de culture expérimentale, aux fermes modèles où l'on emploie des charrues électriques, des tracteurs, etc. Il faut en deux ans retourner complètement le paysan et le transformer de partisan de la petite culture en adepte fervent de la grande production, dans l'industrie et dans l'agriculture.

Sous le régime capitaliste, les conditions d'existence de l'ouvrier d'usine étaient déjà, au point de vue économique et même à tous les autres, tellement supérieures à celles du paysan que celui-ci désertait la campagne pour aller se fixer dans la ville. Maintenant, au contraire, la famine a obligé l'ouvrier de la ville à aller se réfugier au village. Mais dès que la famine aura disparu et que les usines seront ravitaillées en matières brutes et en combustible, des conditions nouvelles se créeront, qui de nouveau provoqueront l'exode des paysans dans les villes.

En soulignant continuellement la supériorité immense de la grande industrie et de la vie urbaine sur la petite industrie et la vie primitive de la campagne, nous préparerons la voie à une nouvelle attraction des villes sur les campagnes et à l'implantation du communisme parmi les paysans.

Sans une compréhension nette de la supériorité de la grande industrie sur la petite, il ne peut y avoir de base solide pour le communisme. Voilà pourquoi il faut attirer spécialement l'attention sur ce côté de l'éducation du soldat rouge.

En dernier lieu, il nous faut dans l'Armée rouge lutter contre les tendances réactionnaires de la paysannerie. Mais la lutte contre ces tendances, qui surgissent fatalement du régime de la propriété individuelle, n'est pas spéciale à l'Armée rouge ; elle constitue la tâche de toute une époque, de toute la période de transition où, après la conquête du pouvoir par le prolétariat, les classes n'étant pas encore supprimées, la lutte de classes et, par suite, la lutte entre la paysannerie restauratrice du capitalisme et le prolétariat, créateur du socialisme, continue sous une forme plus ou moins violente.

A l'heure présente, la nouvelle politique économique donne à cette lutte une forme nouvelle ; son résultat inévitable sera, dans un avenir prochain, le raffermissement économique et politique de la paysannerie aisée sous le mot d'ordre des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires : « Retour au capitalisme. » Ce mouvement s'appuiera sur le village où le socialisme n'existe pas, mais où il se trouve 15 millions de petites propriétés individuelles d'où surgissent spontanément le capitalisme et le renforcement de l'influence des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks.

A ce processus spontané de restauration du capitalisme nous pouvons opposer la croissance encore plus rapide de la grande industrie étatique, la lutte contre les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires pour l'influence sur la paysannerie (pour cela il nous faut évidemment, avant tout, consolider fortement notre influence sur les ouvriers en conquérant les syndicats).

Par l'exemple des autres révolutions nous devons montrer aux paysans de l'Armée rouge que la réaction rurale a toujours mené à la ruine des conquêtes de la révolution, que c'est précisément cette ruine que cherchent les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, que la petite propriété privée avec ses procédés arriérés de culture entraîne fatalement le retour et le développement du capitalisme qui absorbe rapidement la petite propriété, réduit des millions de paysans à la misère et que, seul, le socialisme permet de passer sans douleur de la petite à la grande production.

Deux années de travail politique à la caserne (trois ou quatre pour les élèves-officiers) fourniront au village des militants de valeur, qui sauront « river leur clou » aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks, qui sauront donner à la grande masse paysanne une idée juste des rapports entre la petite production privée et la grande production étatique et qui, enfin, sauront, en cas de guerre révolutionnaire (ou en cas de révolution en Occident), entraîner à leur suite des milliers de paysans.

En effet, la caserne peut fournir annuellement des centaines de milliers de paysans ainsi préparés. Dans trois ans nous pouvons avoir approximativement, dans la meilleure des hypothèses, un agitateur en Russie pour 80-90 habitants et, dans le cas le plus défavorable, un agitateur pour 250 habitants — ce qui serait déjà un résultat appréciable.

Le travail de formation politique dans l'Armée rouge s'effectue actuellement d'une façon tout autre qu'à l'époque de la guerre civile. Auparavant, les tâches internationales étaient naturellement reléguées au second plan ; c'étaient les tâches intérieures imposées par la lutte contre l'ennemi du dedans qui étaient au premier plan.

Il est vrai que cet ennemi du dedans s'appuyait sur la bourgeoisie impérialiste internationale et que la dictature du prolétariat russe trouvait un soutien dans le prolétariat international. Et ainsi, même à l'époque de la guerre civile, les facteurs internationaux ne manquaient pas. Mais la lutte immédiate (abstraction faite de la guerre russo-polonaise) se déroulait sur le front intérieur ou, pour parler plus exactement, sur le sec-teur russe du front international de la révolution. C'est pourquoi les facteurs intérieurs prévalaient sur les facteurs internationaux.

Maintenant, les facteurs internationaux acquièrent, dans le travail politique au sein de l'Armée rouge, une importance prédominante, car cette armée se prépare à des guerres révolutionnaires qui, à notre époque, ne peuvent pas ne pas revêtir un caractère international.

C'est pourquoi, le travail politique dans l'Armée rouge revêt actuellement une signification internationale directe et impose non seulement au Parti Communiste russe, mais à tout parti affilié à la 3^e Internationale Communiste, des tâches pratiques d'une importance extrême.

Il est grand temps de nous mettre à l'accomplissement de ces tâches, sinon, nous risquons d'arriver à de nouvelles guerres avec une Armée rouge insuffisamment préparée aux batailles révolutionnaires.

Il est inutile en effet de songer à former aussi rapidement une Armée rouge pour la guerre révolutionnaire que nous avons réussi à le faire pour la guerre civile. La tâche est beaucoup plus compliquée, elle exige un travail long, systématique et opiniâtre.

S. GOUSSEV.

Les Intellectuels bourgeois et la Révolution prolétarienne russe

(Suite et Fin)

Il semblait, jusqu'à ces derniers temps, que parmi les intellectuels bourgeois démocrates, tout au moins parmi ceux qui n'étaient pas complètement apolitiques, il n'existait pas d'autre courant. Mais il n'en était pas ainsi. Aux séances de juillet du groupe parisien du parti cadet, une opposition se manifesta, lors de la discussion sur les mérites comparés de la « nouvelle tactique » de Milioukov et de l'ancienne tactique de la majorité des cadets qui préféraient l'alliance avec la réaction. C'est alors que le professeur Klutchnikof exposa et soutint à ces séances une « troisième tactique ». *L'essence de cette tactique consistait dans la renonciation pleine et entière à toute lutte contre le pouvoir soviétiste.*

Le professeur Klioutchnikov affirmait, en premier lieu, que tous les projets de création d'un front anti-bolcheviste unique étaient fondés sur le sable mouvant, que, semblablement aux tentatives précédentes du même genre, ils devaient fatalement échouer, et, en second lieu, qu'ils ne pouvaient que préparer le terrain à la réaction. Tous les discours sur la chute prochaine des bolcheviks n'étaient que bavardages oiseux. Paroles en l'air également que les affirmations de ceux qui prétendaient que les gouvernements bourgeois ne reconnaîtraient jamais le pouvoir soviétiste. Les faits avaient déjà démontré toute la fausseté de ces assertions. Et le professeur Klioutchnikov concluait que, comme l'antibolchevisme russe s'était grossièrement trompé dans l'estimation des événements survenus en Russie et que, s'en tenir au principe de la lutte contre le pouvoir soviétiste, c'était retarder sans fin l'œuvre de construction pacifique, il fallait nettement déclarer que le temps était venu de cesser les appels à la lutte contre le pouvoir soviétiste. « Il est temps de remarquer, dit-il, que beaucoup de ce que fait le pouvoir soviétiste concorde entièrement avec les intérêts nationaux de la Russie et les intérêts du progrès international. Il est temps de poser nettement et franchement la question de la nécessité de revenir en Russie et des conditions auxquelles ce retour pourrait s'effectuer... L'intérêt de la Russie exige que nous trouvions les moyens d'une réconciliation avec le pouvoir soviétiste, partant que nous recherchions cette réconciliation, sans nous inquiéter de ce qui attend personnellement chacun de nous dans la suite. Et il ajoutait moqueusement : « Milioukov est déjà prêt à reconnaître les Soviets, mais sans les bolcheviks. Ainsi, il ne lui reste plus qu'un pas à faire et à se résigner aux soviets avec les bolcheviks. » Puis il termina son discours par les paroles suivantes : « En

face des deux tactiques de lutte contre la Russie soviétiste, il faut dresser une troisième tactique : celle de la réconciliation avec cette dernière. »

De qui le professeur Klioutchnikov était-il le porte-parole ? — Des milieux intellectuels petits-bourgeois qui, par suite d'un malentendu historique fatal, étaient tombés dans le camp des ennemis du pouvoir soviétiste. *L'évolution intellectuelle et morale de ces milieux s'était produite en Russie, mais aussi dans l'émigration où elle sautait davantage aux yeux, soit parce que les différents groupements antisoviétistes avaient davantage la possibilité de s'affirmer, soit parce que les antagonismes de classes s'y étaient manifestés plus fortement.*

La tendance à la réconciliation avec le pouvoir soviétiste avait commencé à se faire jour dans les milieux plus démocratiques de l'émigration bourgeoise, dès après la défaite de Koltchak et de Denikine. Tant que l'espoir de revenir en Russie à la suite des armées blanches subsista dans l'émigration, cette dernière ne songea point au retour volontaire dans sa patrie. Mais, lorsque cet espoir faiblit, lorsque l'écrasement de Koltchak et de Denikine lui eut porté un premier coup terrible et que les chances d'intervention étrangère déclinèrent sensiblement, une lutte douloureuse se livra dans l'âme de beaucoup d'émigrants. Parmi l'émigration russe, il y avait aux côtés des représentants attirés des anciennes classes dominantes, les seigneurs et les capitalistes, des couches assez considérables — qui, peut-être même, formaient la majorité — de gens de petite et moyenne condition : médecins, pédagogues, employés et fonctionnaires de toutes sortes. Quoiqu'ils appartenissent à la petite et à la moyenne bourgeoisie, à ce que l'on appelait la classe des intellectuels, les représentants de ce groupe social s'étaient matériellement et moralement liés avec la bourgeoisie, dont ils avaient conspiré et saboté en Russie ; avec elle, ils avaient pris le chemin de l'étranger.

Sur la terre étrangère, ces intellectuels durent constater que leur état d'esprit et leurs tâches coïncidaient exactement avec l'état d'esprit et les tâches des anciennes classes dominantes pour lesquelles ils avaient travaillé et, souvent même, sacrifié leur vie. En outre, leur situation matérielle était des plus précaires. Tandis que les industriels et les seigneurs, qui avaient transféré des capitaux considérables à l'étranger, y menaient large et joyeuse vie, les grandes masses de l'émigration démocratique étaient réduites à la portion congrue et, souvent même, se débattaient dans une misère noire. Tant que leur

vie d'émigrés leur parut un épisode éphémère, tant qu'elles espérèrent que le peuple repentant allait les rappeler comme sauveurs, elles prirent leur mal en patience. Mais lorsqu'ils virent que les travailleurs, loin de songer à se repentir, envoyaient *ad patres* tous les prétendants au pouvoir, lorsqu'il leur fallut déballer leurs malles, où souvent il n'y avait déjà plus grand'chose ; lorsque commença la lutte prosaïque pour le pain quotidien, ces émigrants fourvoyés sentirent un revirement se produire dans leur esprit. D'une part, ils voyaient la vie facile des émigrants du groupe des « dix mille » privilégiés, qui pouvaient se permettre le luxe de garder une attitude intransigente envers le pouvoir soviétiste, d'organiser inlassablement des complots contre ce dernier et de continuer sans fin la guerre contre le peuple russe ; d'autre part, ils entendaient parler de la lutte héroïque dont la Russie était le théâtre et du travail acharné qui s'y effectuait ; ils voyaient que le peuple inculte, grossier, illettré, qu'ils regardaient du haut de leur grandeur, était abandonné de ses intellectuels, encerclé de toutes parts par ses ennemis, et que, pourtant, privé de tout, misérable, ce peuple en haillons luttait courageusement, s'exténuait, tirait le harnais et, pierre à pierre, construisait l'édifice majestueux de la nouvelle vie libre et fraternelle. En même temps, ils ne pouvaient ignorer qu'une grande partie des intellectuels étaient restés en Russie et que, après une période de résistance active et passive, ils avaient mis la main à l'œuvre commune et trouvé leur place dans le rude atelier qu'était devenue la Russie soviétiste. Et les meilleurs des intellectuels émigrés ne pouvaient se défendre d'un sentiment d'envie à la vue de cette nouvelle vie splendide qui s'édifiait sans eux et malgré eux ; ils ne pouvaient pas ne pas se repentir, ils ne pouvaient pas ne pas songer que, par leur fuite volontaire de leur patrie, ils s'étaient transformés en êtres inutiles et s'étaient barré la voie à tout travail social vivant et fécond.

La révision des anciens points de vue de la classe intellectuelle s'accroît après la défaite de Wrangel, dernier rempart de la réaction. A ce moment-là, d'ailleurs, l'espoir en une intervention active de l'Entente en faveur de la contre-révolution russe était déjà fortement ébranlé. La Russie soviétiste s'était dressée devant le monde bourgeois comme un fait d'une réalité inéluctable, et, les uns après les autres, les Etats capitalistes commençaient à conclure des traités avec les bolcheviks. *En même temps que l'espoir en la victoire effective de la contre-révolution disparaissait de plus en plus nettement.* Maintenant, la contre-révolution n'était plus que l'agent du Capital étranger en Russie ; elle n'était plus que l'instrument de l'asservissement économique de la Russie par la finance internationale. Son rôle apparaissait clairement, sans qu'il fût possible de s'y tromper. Ce rôle se manifesta avec un relief saisissant lors de l'offensive des impérialistes polonais, qui s'étaient donné pour but de s'emparer des territoires incontestablement soutenus et qui étaient soutenus activement par l'offensive de Wrangel en Crimée. Le trouble s'empara alors même des esprits les plus fermes. C'est précisément à ce moment-là qu'un groupe d'anciens généraux tsaristes, dirigé par Broussilov, proposa ses services au gouvernement ouvrier et paysan ; c'est à ce moment-là qu'une partie même des socia-

listes-révolutionnaires de droite, pour la première fois depuis la révolution, se déclarèrent prêts à aider le pouvoir soviétiste à repousser l'invasion polonaise.

Mais ce fut après la proclamation par le pouvoir soviétiste de la nouvelle politique économique que les intellectuels, en foule, se mirent à la réestimation des valeurs.

Cette politique permettait aux intellectuels d'espérer qu'ils trouveraient une application de leurs forces dans un milieu qui leur serait plus proche, plus familial et, en même temps, leur donnait à croire qu'ils pourraient, au point de vue matériel, obtenir des conditions de vie supportables. Certes, isolément, personne ne raisonne ainsi, et peut-être les intellectuels s'offenseraient-ils en entendant expliquer par des considérations aussi matérielles leurs sentiments intérieurs. Mais, seule, la méthode sociologique peut nous faire pénétrer l'essence de ces phénomènes de masses. Il est incontestable que ce sont précisément ces motifs d'ordre matériel qui sont à la base de beaucoup des raisonnements des auteurs du recueil *Les Nouveaux Jalons* dont nous avons parlé plus haut. Aussi les menchéviks, pour lesquels la réconciliation de la classe intellectuelle bourgeoise, leur principal appui social, avec le pouvoir soviétiste est un coup direct, se sont-ils hâtés de qualifier d'idéologie bourgeoise-soviétiste les points de vue de ces novateurs. Ils n'ont pas complètement tort. Mais, si même il en était ainsi, s'ensuit-il que la bourgeoisie soviétiste qui renonce à la lutte active contre les conquêtes de la révolution soit pire que la bourgeoisie blanche menchéviste ou socialiste-révolutionnaire, qui renie les conquêtes de la révolution ?

Mais, même au point de vue socialiste, l'explication menchéviste est par trop simpliste, par trop grossière, car, au lieu de tenter de donner une interprétation sociologique du fait, elle se borne à condamner moralement et à blâmer publiquement les intellectuels. *L'idéologie des Nouveaux Jalons est l'idéologie de la classe intellectuelle bourgeoise qui, dans sa première période de la révolution sociale, avait lié son sort à celui de la classe des grands propriétaires, mais que le développement des événements a amené progressivement à la conviction que ses intérêts matériels et moraux la rapprochent beaucoup plus des masses laborieuses que des exploités et des réactionnaires intransigeants.* Et, lorsque la classe intellectuelle a eu acquis cette conviction, elle a continué naturellement sa marche, dans le domaine idéologique entre autres, car elle constitue un groupe social dont la vie intérieure est basée principalement sur la théorie, sur la généralisation. *S'adaptant psychologiquement à la classe avec laquelle elle a résolu de travailler à l'avenir, elle a commencé à comprendre la vérité morale profonde qui était à la base de la révolution prolétarienne et n'a pu s'empêcher de s'incliner devant cette vérité.* Elle le fait encore timidement, avec des réserves, avec les erreurs et la maladresse inévitables des débuts, parfois avec une incompréhension manifeste de la nature des faits, mais ce sont là des défauts qui disparaîtront avec le temps.

Ce que ne comprennent pas les menchéviks lorsqu'ils soulignent l'influence de la nouvelle politique économique sur l'évolution de la classe intellectuelle, c'est l'enchaînement des phénomènes psychologiques qui a permis à cette influence de se manifester. La

chose n'a pas été si simple qu'il le semble aux menchéviques qui ne voient dans le marxisme que le côté grossièrement matérialiste. Le pouvoir soviétiste, disent-ils, a proclamé une nouvelle politique économique, grâce à laquelle tout homme entreprenant pourra facilement arranger ses petites affaires. Dès qu'ils ont flairé l'odeur de la bonne chère, nombre de bourgeois ont senti l'eau leur venir à la bouche : « Mon Dieu, ont-ils dit, le pouvoir soviétiste n'est pas si méchant qu'on le prétend, et un homme intelligent peut toujours vivre. » Ceci, ils se sont mis immédiatement à le coucher sur du papier et ils ont composé les *Nouveaux Jalons* dont ils ont emprunté les pensées fondamentales aux chançards qui avaient déjà réussi à s'installer autour de l'assiette au beurre soviétiste. Telle est l'explication des menchéviques. Elle ne diffère pas beaucoup, sinon par la forme, du moins par l'esprit, des exercices journalistiques des plumitifs de la bande noire, type Bourtzev, Gessen et C^{ie}.

L'influence de la nouvelle politique économique sur l'esprit des intellectuels a suivi des voies plus compliquées qu'il ne le semble aux publicistes superficiels. Elle s'est tout d'abord réfractée à travers le prisme russe. *L'état d'esprit des auteurs des Nouveaux Jalons reflète, il est vrai, l'état d'esprit de certains milieux russes, mais non celui des spéculateurs soviétistes, celui au contraire de la masse des intellectuels restée en Russie. Mais, à son tour, l'état d'esprit de ces derniers est conditionné par l'état d'esprit de groupes beaucoup plus larges et socialement beaucoup plus importants, c'est-à-dire de la couche considérable de tous les petits propriétaires et particulièrement des petits bourgeois paysans.*

Et ainsi, le rapprochement des intellectuels et des communistes a été le résultat du rapprochement qui s'est effectué entre la paysannerie et le prolétariat au cours du développement de la révolution sociale.

Nombre de gens se représentent d'une façon trop étroite la nouvelle politique économique du pouvoir soviétiste. Ils y remarquent uniquement (en les exagérant d'ailleurs considérablement) les concessions qu'elle fait au Capital. *En réalité, il est dans cette politique un point beaucoup plus important : c'est les concessions aux intérêts de la paysannerie moyenne, à cette catégorie petite-bourgeoise prépondérante dans la Russie actuelle.* Le remplacement du monopole par l'impôt alimentaire et l'autorisation accordée aux paysans de vendre librement l'excédent de leurs produits occupent dans la nouvelle politique une place beaucoup plus importante que n'en occupe, politiquement et économiquement, l'affermage de quelques entreprises petites et moyennes ou les concessions offertes aux étrangers. Et autant la précédente politique rurale du pouvoir soviétiste, politique nécessitée surtout par l'état de guerre, mais due aussi en partie à « l'incomplète maturité de notre esprit », était de nature à séparer la paysannerie et le prolétariat, ce dont se sont hâtés de profiter tous les partis contre-révolutionnaires, de la petite bourgeoisie et des intellectuels, mais surtout les socialistes-révolutionnaires et les menchéviques, — autant la nouvelle politique a provoqué rapidement dans les campagnes un revirement en notre faveur, rapproché la paysannerie de la classe ouvrière, détruit la base de l'agitation menée par certains groupes intellectuels, nos

ennemis acharnés (menchéviques et socialistes-révolutionnaires), et poussé la masse des intellectuels apolitiques à reviser son attitude envers le pouvoir soviétiste. La défaite de Wrangel et l'évanouissement des espérances fondées sur l'Entente ont influé évidemment sur l'orientation des intellectuels ; mais la raison déterminante du changement d'attitude de ces derniers a été néanmoins la défaite politique des partis menchéviste et socialiste-révolutionnaire. La nouvelle politique économique a été pour ces partis une défaite terrible : du coup, elle leur a enlevé toute la base de leur agitation fondée principalement sur l'instinct de la propriété et leur a ôté l'espoir longtemps caressé de voir la paysannerie se soulever contre la dictature du prolétariat.

L'anéantissement des forces militaires de la contre-révolution, la désagrégation de l'Entente en l'aide de laquelle il n'était raisonnablement plus possible d'espérer ; l'entrée de la Russie soviétiste dans l'arène de l'histoire mondiale, comme force incontestable de plus en plus reconnue, même par ses ennemis ; la scission intérieure dans le camp de la contre-révolution et le mécontentement croissant de la masse démocratique contre la politique sans issue des hautes sphères dirigeantes ; la canalisation du sentiment patriotique dans une nouvelle direction ; la possibilité d'une application fructueuse des forces des intellectuels non pour le travail destructif, mais pour le travail créateur ; la compréhension encore confuse du sens et de la portée historique de la grande révolution prolétarienne et surtout, à la base de tous ces phénomènes, la réconciliation de la paysannerie avec la classe ouvrière, réconciliation provoquée par la nouvelle politique économique ; voilà quels sont les facteurs qui ont déterminé chez les intellectuels ce revirement psychologique dont les Nouveaux Jalons sont l'expression la plus populaire.

L'évolution intérieure qui s'était produite parmi certains groupes d'intellectuels bourgeois, qu'elle concernait à reconnaître leurs fautes antérieures, à accepter le pouvoir soviétiste et les résultats de la révolution sociale, est devenue si nette, si prononcée, qu'elle s'est exprimée sous la forme littéraire. Au mois d'août de l'année courante, il a été publié, à Prague, un recueil d'articles signés d'anciens cadets et même d'anciens octobristes, et dont les auteurs, après avoir fait le bilan de la guerre civile et leur examen de conscience, ont trouvé en eux le courage de brûler leurs vieilles idoles et d'adorer le jeune dieu de la Révolution

Pour comprendre le sens du titre (1) de leur recueil, il faut savoir que celui-ci avait déjà un ancêtre littéraire qui était en même temps son antipode.

En 1909, après la défaite de la première révolution, un groupe de cadets et d'intellectuels (Berdiaev, S. Boulgakov, Herschenson, Isgoïev, Kistiakovsky, Strouvé et Frank) publia un recueil intitulé : *Les Jalons*, qui fit alors beaucoup de bruit et dont l'esprit était nettement réactionnaire. Dans ces *Jalons* les auteurs enterraient la révolution, bafouaient rageu-

(1) Depuis la fin d'octobre 1921, un groupe adoptant la plate-forme des auteurs des *Nouveaux Jalons* a commencé à publier à Paris, sous le même titre, un hebdomadaire qui semble devoir être le porte-drapeau de tout un courant.

sement les plus nobles traditions des intellectuels révolutionnaires et jetaient les bases littéraires de la domination de la bande noire dirigée par Stolypine. Certes, le souvenir de cette trahison était présent à l'esprit des auteurs du nouveau recueil publié à Prague, en juillet 1921, *après l'écrasement de la contre-révolution*. Voulant marquer que leur recueil était une continuation en même temps que l'antipode des *Jalons*, ils l'intitulèrent *Les Nouveaux Jalons*. Et en effet, le contenu de l'ouvrage justifie son titre.

Parmi les auteurs du nouveau recueil l'on trouve des gens comme le professeur J. Klioutchnikov, ancien ministre de Koltchak ; le professeur N. Oustrialov, directeur de la section d'agitation et de propagande près le gouvernement de Koltchak ; A. V. Bobrystchev-Pouchkine, le célèbre avocat pétersbourgeois qui, en 1919, s'était enfui de la Russie soviétiste pour rejoindre Denikine auquel il avait prêté une aide active, etc. (outre les auteurs susnommés, le recueil contient encore les articles de S. S. Loukianov, S. S. Tchakhotine et J. N. Potiékhine). Ce sont là des gens expérimentés au plus haut degré, appartenant aux sommités de la classe intellectuelle, laquelle forme une partie importante de la classe bourgeoise. Et ces gens, instruits par la dure expérience des quatre dernières années, prononcent des paroles que jusqu'à présent nous n'étions pas habitués à entendre dans les milieux d'où ils sortent.

Le sens de tous les articles du recueil se ramène à l'acceptation de la révolution d'octobre et à la renonciation à toute lutte contre ses résultats. Il est même étonnant de voir comme ces gens, qui hier encore luttaient les armes à la main contre la Russie laborieuse, ont bien compris son esprit et sa destinée historique.

Les auteurs ne regrettent pas la faillite de la révolution de février ni le triomphe de la révolution d'octobre. Bien plus, ils se refusent à reconnaître la révolution de février comme une révolution et la nomment simplement un coup d'Etat (les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, on le sait, aimaient naguère à appliquer cette dénomination à la révolution d'octobre). *C'est la révolution d'octobre qu'ils reconnaissent comme la révolution véritable*. « La prise du pouvoir par les masses, en octobre 1917, marque la révolution véritable. » Ils déclarent ouvertement que le triomphe des cadets, des mencheviks et des socialistes révolutionnaires serait une contre-révolution, que « le pouvoir soviétiste sauve la Russie » et que « anéantir ce dernier, c'est briser l'épine dorsale à la Russie ».

« Il n'y aura pas de troisième révolution » : telles sont les paroles par lesquelles Bobrystchev-Pouchkine commence son article *La foi nouvelle*. Il y montre toute l'inanité des attentes et des espoirs que fondent les cadets, les socialistes révolutionnaires et les mencheviks tantôt sur l'intervention, tantôt sur les insurrections intérieures, tantôt sur l'écroulement naturel du pouvoir soviétiste au milieu de la désorganisation économique. Bien plus, lui et ses collègues adoptent délibérément le point de vue que, en Russie, « il ne peut exister d'autre pouvoir » (Bobrystchev-Pouchkine) et que « la révolution en Russie se confond avec le bolchevisme » (J. Klioutchnikov). Ils réfutent moqueusement toutes les accusations et les calomnies lancées contre la révolution d'octobre et le pouvoir soviétiste. Ils acceptent ce dernier jusque

dans ses « excès », comprenant parfaitement que ce que l'on appelle « excès » est inséparable de tout grand mouvement historique.

Ils commencent déjà à percevoir la *grande vérité qui est à la base de la révolution d'octobre*. Ils montrent la force créatrice latente au sein des masses qui maintenant disposent elles-mêmes de leurs destinées. Ils dévoilent la duperie de la démocratie mondiale, du parlementarisme et de tous les autres mots d'ordre « démocratiques » mis en avant par la contre-révolution. « La révolution a forcé tous les obstacles : sûre d'elle-même, impérieuse, elle est entrée dans la vie russe et s'y est solidement installée. Elle y a réussi précisément parce qu'elle n'a pas écouté les libéraux et tous ceux qui leur sont proches par le tempérament et l'idéologie, parce qu'elle a joué le grand jeu et qu'elle s'est assigné de grands buts. »

Fils de la bourgeoisie, ils ne peuvent comprendre l'aveuglement fanatique et la haine stupide des révolutionnaires modérés, des mencheviks et des socialistes révolutionnaires « qui, organiquement incapables de comprendre le sens international et mondial de la révolution russe, soutiennent avec persistance la réaction internationale, dans laquelle la malheureuse Russie, si elle ne tient bon, périra la première ». Mais ils comprennent que, par bonheur, la Russie soviétiste tiendra bon, comme elle l'a fait jusqu'à présent, car elle a pour elle — les auteurs du recueil le soulignent à maintes reprises — les sympathies des grandes masses laborieuses du monde entier.

La révolution a pleinement donné ce qu'on était en droit d'attendre d'elle : c'est ce que démontrent les auteurs du recueil. Toutes les affirmations des contre-révolutionnaires et des socialistes révolutionnaires prétendant que les bolcheviks n'ont pas tenu leurs promesses sont considérées par les auteurs du recueil comme un bavardage puéril et stupide. Attirant graduellement la paysannerie à la direction de l'appareil étatique et à la construction du nouveau régime, le pouvoir soviétiste transforme les émeutiers d'hier en maîtres conscients du sort de la Russie. « Nous assistons, sans le remarquer nous-mêmes, à l'enfantement du civisme russe véritable... La croissance prodigieuse de la conscience étatique, nationale, économique et sociale des masses populaires russes, durant la révolution : voilà le bien incontestable et infiniment précieux que nous a déjà donné la grande révolution russe en fondant par son travail créateur la base sociale puissante de la nouvelle Russie. »

Mais la ruine économique ? Les auteurs n'en contestent pas l'existence. Mais ils affirment, tout d'abord, que les principaux auteurs de la désorganisation économique en Russie et même de la famine, ce ne sont pas les bolcheviks, mais leurs adversaires, et, ensuite, que seul le pouvoir bolcheviste pourra tirer le pays de cette désorganisation. Si, jusqu'à présent, il n'a pas encore obtenu, dans ce domaine, des résultats aussi sensibles que dans le domaine politique, la raison principale en est que les contre-révolutionnaires ont entravé son travail.

Les auteurs du recueil ne doutent pas que le pouvoir soviétiste résiste, surmonte toutes les difficultés et conduise les masses laborieuses dans la large voie du progrès. Il n'y aura jamais, en Russie, de res-

tauration de l'autocratie ; jamais il n'y aura de monarchie constitutionnelle, ni de république bourgeoise. « Il y aura quelque chose de particulier, enfanté, forgé par la révolution. On n'élèvera de monument à personne ou bien on en élèvera à Lénine. »

De ces prémisses, les auteurs tirent les conclusions logiques. « *A Canossa!* » Tel est le titre de l'article de Tchakhotine. L'auteur propose à la classe intellectuelle de reconnaître ouvertement sa faute et son aberration et non seulement de renoncer à toute lutte armée contre le pouvoir soviétiste, mais de combattre résolument toute tentative de continuation de cette lutte. « Les événements nous ont montré que nous nous étions trompés, que notre voie n'était pas la bonne. Et, après l'avoir constaté, après avoir vu ce que réclament de nous les intérêts de la patrie, nous sommes prêts à reconnaître notre faute et à abandonner notre voie... Nous ne craignons pas maintenant de dire : *A Canossa*. Revenons chez nous, nous avions tort, nous nous étions trompés. Cela, ne craignons point de le reconnaître franchement, pour nous et pour les autres. » Et les auteurs du recueil invitent les intellectuels à entrer au service du peuple russe affranchi, à entreprendre l'éducation des masses et à participer activement au relèvement économique de la Russie, sur les principes de la production rationnelle... Il n'est pas douteux que les auteurs du recueil sont parfois guidés par le sentiment nationaliste : ils acceptent le pouvoir soviétiste comme le pouvoir qui a conservé l'intégrité de la Russie, avec le plus de patriotisme, qui a même accru son influence internationale et en a fait un centre moral d'attraction pour tous les peuples. Dans la politique du pouvoir soviétiste ils voient la réalisation des tâches historiques du peuple russe par des moyens imprévus, par les forces des masses laborieuses elles-mêmes.

Par endroits, chez eux, perçe la note slavophile : la Russie, disent-ils, indique la voie au monde, et l'histoire a voulu que ce fût par les mains d'un gouvernement internationaliste. Mais, ici encore, c'est l'état des choses véritable qui, reflété dans le cerveau des intellectuels, s'exprime dans la langue traditionnelle de l'idéologie nationale bourgeoise.

Les considérations d'ordre bourgeois ne sont pas non plus sans influence sur eux. La réconciliation avec les bolcheviks et l'acceptation du pouvoir soviétiste leur sont facilitées par la nouvelle politique économique qu'ils considèrent comme empreinte d'un réalisme profond et dans laquelle quelques-uns d'entre eux sont même prêts à voir une renonciation au communisme. La nouvelle politique économique doit donner une puissante impulsion au développement des forces productrices du pays et permettre aux éléments sains de la classe intellectuelle bourgeoise de trouver l'application de leurs forces et de leurs connaissances. Par sa participation active à l'œuvre créatrice de construction révolutionnaire de la Russie, la classe intellectuelle est appelée, à leur avis, à alléger les souffrances inévitables dans la refonte de l'ordre social. Dans la masse des sans-parti les intellectuels espèrent trouver une base sociale pour de nouveaux groupements politiques qui, selon eux, sont encore inévitables en Russie soviétiste. D'après Tchakhotine, il se formera en Russie, aux côtés du parti ouvrier, un parti paysan et un parti intellec-

tuel, mais ces partis ne seront point hostiles au pouvoir soviétiste, ils collaboreront fraternellement avec lui.

Mais de tout cela l'on ne saurait conclure que les représentants du nouveau courant sont venus à l'acceptation du pouvoir soviétiste et, dans un certain sens, du bolchevisme, seulement, ou même surtout, pour des raisons de patriotisme et d'opportunisme social. Ces raisons, il est vrai, jouent dans leur attitude un grand rôle (peut-être d'ailleurs quelques-uns d'entre eux les allèguent-ils uniquement pour justifier à leurs propres yeux leur brusque revirement). Pourtant, le fait que les raisons d'ordre bourgeois entrent pour une certaine part dans la conduite des intellectuels ralliés au pouvoir soviétiste ne doit pas diminuer à nos yeux la portée de leur acte et du revirement qu'il dénote dans l'état d'esprit des milieux intellectuels.

Nous avons, il va de soi, affaire ici à un mouvement bourgeois. Mais ce n'est pas en le qualifiant de « bourgeoisisme soviétiste » ou de « bolchevisme national » qu'on peut le définir exactement. Il est à la fois plus large et plus étroit que les conceptions exprimées par ces formes. Ce mouvement ne contient pas de bolchevisme au sens propre du mot, mais en même temps il va beaucoup plus loin que les intérêts et les tendances de la « bourgeoisie soviétiste » au sens étroit du mot. Peut-être ces intellectuels, ou quelques-uns d'entre eux, ont-ils une arrière-pensée ; peut-être espèrent-ils jouer la révolution ; peut-être interprètent-ils la nouvelle politique économique du pouvoir soviétiste comme un retour aux principes du régime bourgeois et espèrent-ils accélérer la restauration de ce régime par leur intervention personnelle (quoique, sous cette forme précise, de tels projets soient probablement loin de leur esprit). Mais là n'est pas la question. Il serait étrange, antinaturel que des gens qui, hier encore, étaient plongés jusqu'au cou dans le marais contre-révolutionnaire et menaient une lutte active contre le pouvoir soviétiste, se fussent libérés entièrement et tout d'un coup de semblables idées et espoirs. Et pourtant, ils ont fait dans la direction du pouvoir soviétiste un pas beaucoup plus grand que celui qu'a fait vers eux le pouvoir soviétiste par ses concessions temporaires au principe de la petite propriété individuelle.

Certes, les adeptes des *Nouveaux Jalons* expriment l'état d'esprit de certains groupes bourgeois. Mais cette petite bourgeoisie, qui a renoncé à la lutte contre le pouvoir soviétiste et qui a accepté les principes fondamentaux de la révolution, est en tout cas meilleure et plus progressiste que la petite bourgeoisie qui, dans la personne des socialistes révolutionnaires et des cadets démocrates (et, jusqu'à un certain point, dans celle des mencheviks) continue la lutte contre l'Etat ouvrier et paysan et se fait l'instrument conscient ou inconscient du grand Capital russe et international.

Ce n'est pas parce que le pouvoir soviétiste, comme l'insinuent les mencheviks (qui ont d'ailleurs toujours recommandé la capitulation devant le Capital comme la sagesse suprême) est allé à droite, a fait des concessions au capitalisme, que ce revirement s'est produit dans l'esprit des intellectuels, mais parce que le

pouvoir soviétique s'est montré plus fort et plus stable, parce qu'il n'a pas voulu capituler devant la bourgeoisie. Ce n'est pas nous qui sommes allés aux intellectuels, ce sont eux qui sont venus à nous. S'il en était autrement, nos ennemis ne rageraient pas à ce point et n'accuseraient pas les intellectuels de trahir la cause de la contre-révolution, d'être des renégats.

La petite bourgeoisie n'a pas de position politique à elle. Dans la lutte des deux classes essentielles de la société contemporaine, elle se range alternativement du côté de la bourgeoisie ou du côté du prolétariat. Jusqu'à présent, c'était la grande bourgeoisie qu'elle avait suivie de préférence : maintenant, elle fait volte-face, elle justifie la révolution ouvrière et s'accuse de lui avoir fait obstacle. Mais elle justifie aussi bien la contre-révolution (et la suivrait même) si cette dernière triomphait, si cette dernière gagnait son procès au tribunal de l'histoire. Mais c'est la révolution qui a vaincu. Et en l'acceptant comme un fait réel, inéluctable, auquel ils subordonnent l'idée abstraite du droit, les historiens et les juristes bourgeois attestent d'une façon, éclatante la victoire objective de la révolution, devant laquelle sont forcés de s'incliner ceux qui, récemment encore, étaient ses ennemis les plus acharnés.

G. STIEKLOV.

Deux Brochures

DE

LÉON TROTSKY

A RÉPANDRE

| | | |
|---|--------|-------|
| La Crise du Parti Communiste français | Franco | » 25 |
| Le Salut du Parti Communiste français | Franco | » 30 |
| Les deux brochures..... | — | » 50 |
| Les 10 exempl. (5 de chaque). — | — | 2 25 |
| Les 24 — (12 de chaque). — | — | 5 » |
| Les 50 — (25 de chaque). — | — | 10 50 |
| Le cent (50 de chaque)..... | — | 17 50 |

En vente à la Librairie de L'HUMANITÉ,
142, rue Montmartre.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

L'Internationale Communiste, revue paraissant en quatre langues dans les quatre principales capitales européennes, vient de paraître en France.

L'Internationale Communiste (numéro 21) contient des articles de : Zinoviev, Radek, Trotsky, Varga, Thaleimer, Losovsky, etc., c'est-à-dire des meilleurs théoriciens du communisme international.

L'Internationale Communiste est indispensable aux militants révolutionnaires du parti et des syndicats, aux hommes d'étude et aux hommes d'action, aux bibliothèques ouvrières.

L'Internationale Communiste forme un recueil unique de commentaires et de matériaux sur le mouvement révolutionnaire mondial.

L'Internationale Communiste est tirée à un nombre d'exemplaires limité. Il ne sera pas fait de second tirage. Ceux qui négligeront d'acquiescer à temps leur numéro auront du mal à constituer plus tard leur collection.

L'Internationale Communiste paraît sur 128 pages grand format et coûte 5 francs (franco, 5 fr. 50). La commander ou l'acheter à la librairie de l'*Humanité*, 142, rue Montmartre, Paris.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

| | France | Etranger |
|---------------|--------|----------|
| 3 mois | 7 » | 8 » |
| 6 mois | 13 » | 14 » |
| 12 mois | 26 » | 28 » |

Adresser la correspondance concernant l'administration à RENÉ REYNAUD, 142, rue Montmartre.